



Assemblée générale

Distr. générale
28 mars 2018
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Trente-sixième session

11-29 septembre 2017

Points 2 et 5 de l'ordre du jour

Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général

Organismes et mécanismes de protection des droits de l'homme

Coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme** **

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est soumis au Conseil des droits de l'homme conformément à sa résolution 12/2. Le Secrétaire général y présente les nouveaux éléments survenus dans le cadre et à l'extérieur du système des Nations Unies en lien avec la question des représailles. Il expose les activités menées par le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme en tant que haut responsable chargé de diriger les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour lutter contre les actes d'intimidation et de représailles visant ceux qui cherchent à coopérer ou qui ont coopéré avec l'ONU, ses représentants et ses mécanismes relatifs aux droits de l'homme. Le présent rapport contient également des informations sur des actes d'intimidation et de représailles qui auraient été commis, notamment sur la suite donnée à des affaires mentionnées dans le précédent rapport (A/HRC/33/19). On trouvera de plus amples informations sur certaines de ces affaires en annexe (voir annexe I). Le Secrétaire général conclut son rapport en formulant des recommandations concernant le traitement et la prévention de toutes les affaires de ce type.

* Le présent document est soumis après la date prévue pour que l'information la plus récente puisse y figurer.

** Les annexes au présent rapport sont distribuées telles qu'elles ont été reçues.



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Faits nouveaux en réaction aux actes d'intimidation et de représailles	3
III. Accès à l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme	5
IV. Informations reçues sur des cas d'intimidation ou de représailles pour coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme	5
A. Observations générales	5
B. Résumé des affaires	7
VI. Conclusions et recommandations	16
Annexes	
I. Comprehensive information on alleged cases of intimidation or reprisal for cooperation with the United Nations on human rights	18
II. Information on alleged cases included in the previous report	35

I. Introduction

1. Dans sa résolution 12/2, le Conseil des droits de l'homme s'est déclaré préoccupé par la persistance des cas signalés d'intimidation et de représailles contre des particuliers et des groupes qui cherchent à coopérer ou ont coopéré avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme, et a exprimé sa profonde inquiétude devant la gravité des actes en question. Le Conseil a également condamné tous les actes d'intimidation ou de représailles commis par des gouvernements et des acteurs non étatiques et m'a invité à lui soumettre à sa quatorzième session, puis tous les ans, un rapport contenant une compilation et une analyse de tous renseignements disponibles, émanant de toutes sources appropriées, sur les représailles qui auraient été commises, ainsi que des recommandations sur la manière de traiter ce problème. Le présent rapport est le huitième rapport établi conformément à la résolution 12/2¹.

II. Faits nouveaux en réaction aux actes d'intimidation et de représailles

2. Alarmé par l'augmentation du nombre de cas signalés d'intimidation et de représailles consécutifs à une coopération avec l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, en octobre 2016, le précédent Secrétaire général a chargé le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme de diriger les efforts menés au sein du système des Nations Unies pour lutter contre les actes d'intimidation et de représailles visant les personnes qui coopèrent avec l'ONU dans le domaine des droits de l'homme. Cette décision a montré que l'Organisation était consciente du caractère inacceptable de tels actes, et a souligné la nécessité de renforcer les mesures prises, dans l'ensemble du système, pour prévenir ces actes et y réagir. La lutte contre les actes de représailles et d'intimidation est une priorité et une responsabilité centrale de l'Organisation tout entière.

3. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a abordé la question des actes de représailles commis par des agents de l'État contre les personnes qui collaborent avec l'ONU dans le domaine des droits de l'homme à plusieurs reprises, et en particulier le 7 juin 2017, dans son allocution à la trente-cinquième session du Conseil des droits de l'homme. Il a insisté sur le fait que le personnel du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et les organes conventionnels étaient tributaires des membres de la société civile et des institutions nationales des droits de l'homme, ainsi que de nombreux autres acteurs, pour connaître la situation de manière précise et recueillir des informations. Il a souligné que, lorsque des représentants de l'État ou d'autres autorités intimidaient ou arrêtaient des personnes, ou leur faisaient du tort, ils s'attaquaient à un élément fondamental de la mission de l'ONU.

4. Plusieurs États et organisations non gouvernementales ont également prononcé des allocutions sur la question des représailles. Par exemple, le 16 mars 2017, à la trente-quatrième session du Conseil des droits de l'homme, le groupe restreint d'États chargé de la question des représailles (Fidji, Ghana, Hongrie, Irlande et Uruguay), s'exprimant au nom de 67 États, s'est déclaré vivement préoccupé par la persistance des représailles, a demandé instamment à tous les États d'empêcher de tels actes et de s'abstenir d'en commettre, et a salué la désignation d'un haut fonctionnaire chargé de diriger les efforts menés par les Nations Unies sur cette question.

5. Lors de leur réunion annuelle qui s'est tenue en juillet 2016, les présidents des organes conventionnels des droits de l'homme ont recommandé l'application par tous les organes conventionnels des Principes directeurs relatifs à la lutte contre l'intimidation ou les représailles (« Principes directeurs de San José ») (HRI/MC/2015/6) qu'ils avaient adoptés à leur réunion de 2015 (voir A/71/270). À ce jour, ces Principes directeurs ont été

¹ Voir A/HRC/14/19, A/HRC/18/19, A/HRC/21/18, A/HRC/24/29, A/HRC/27/38, A/HRC/30/29 et A/HRC/33/19.

approuvées par 8 des 10 organes conventionnels, qui ont chargé des rapporteurs, des coordonnateurs ou des groupes de travail de se consacrer spécifiquement à la question des actes de représailles et d'intimidation en vue d'harmoniser les différentes approches adoptées par les organes conventionnels et de proposer des mesures.

6. Dans le cadre des mesures renforcées de lutte contre les représailles adoptées en 2015 par les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, la Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées, Catalina Devandas Aguilar, a été nommée interlocutrice au sein du Comité de coordination des procédures spéciales en juin 2016. Le rapport annuel des procédures spéciales pour 2017 comprenait un chapitre sur les actes d'intimidation et de représailles dans lequel étaient détaillées les différentes mesures prises par les titulaires de mandat pour combattre de tels actes qui, selon les constatations, gagnaient en gravité (A/HRC/34/34, chap. IV). Le 15 mars 2017, en présentant le rapport annuel des procédures spéciales à la trente-quatrième session du Conseil des droits de l'homme, la Présidente du Comité de coordination a redit la détermination des titulaires de mandats à combattre les représailles visant ceux qui coopèrent avec eux, puisque ces actes, a-t-elle souligné, compromettent la capacité des procédures spéciales de mener à bien leurs travaux.

7. Au sein du système des Nations Unies, des initiatives ont également été prises pour sensibiliser à cette question. Par exemple, le rôle majeur que jouent les présences sur le terrain dans les efforts de lutte contre les actes de représailles et d'intimidation a été expressément mentionné dans la note d'orientation sur les droits de l'homme à l'intention des coordonnateurs résidents et des équipes de pays des Nations Unies pour 2016. Cette note insistait également sur le fait que la lutte contre les risques de représailles et la protection de la sécurité des personnes exigent une réponse coordonnée et uniforme des coordonnateurs résidents et des équipes de pays des Nations Unies, qui sont encouragés à solliciter l'aide du Groupe des Nations Unies pour le développement et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) chaque fois que nécessaire.

8. Afin de tirer parti des initiatives menées par ces autres acteurs, durant la phase initiale de ses travaux, le haut fonctionnaire chargé de diriger les efforts au sein du système des Nations Unies privilégie trois axes d'action : a) renforcer la mobilisation des responsables de haut niveau sur la question des représailles, notamment pour empêcher de tels actes et garantir une intervention appropriée lorsqu'ils sont commis, en particulier dans les cas urgents ; b) élaborer une stratégie plus globale à l'échelle de l'ensemble du système des Nations Unies pour prévenir et combattre les actes d'intimidation et de représailles ; et c) coopérer avec tous les acteurs, en particulier les États Membres et les membres de la société civile, pour renforcer les efforts déjà engagés.

9. L'un des aspects essentiels des activités du Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a consisté à traiter des situations spécifiques et des cas individuels avec les États Membres dans les instances intergouvernementales et par la voie de la diplomatie discrète avec les États concernés. Ces démarches ont demandé la participation du Conseil des droits de l'homme, du Conseil de sécurité et de la Commission de consolidation de la paix, ainsi que de représentants permanents auprès de l'ONU. En se fondant sur les renseignements communiqués par des partenaires des Nations Unies, des mécanismes des droits de l'homme et des membres de la société civile et sur des informations émanant directement des particuliers et des groupes touchés, le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a évoqué les cas urgents spécifiques, les schémas d'intimidation et de représailles persistants, les situations dans lesquelles les démarches engagées par d'autres acteurs n'avaient donné aucun résultat tangible, ainsi que divers incidents survenus au Siège et durant les visites sur le terrain.

10. Le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a également noué un dialogue avec les organes et mécanismes des droits de l'homme, notamment le Président du Conseil des droits de l'homme, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, les organes conventionnels, les représentants spéciaux du Secrétaire général et les coordonnateurs résidents, les points focaux pour les questions relatives aux droits de l'homme au sein du Secrétariat de l'ONU, ainsi que les organismes, fonds et programmes des Nations Unies. Il a commencé à recenser les mécanismes de réponse existants dans les différentes entités

des Nations Unies, ce qui permettra d'élaborer un dispositif plus complet pour documenter les cas d'intimidation et de représailles et y réagir à l'échelle de l'Organisation.

11. Afin d'assurer la visibilité et l'accessibilité des travaux portant sur les actes d'intimidation et de représailles ainsi que des activités menées à cet égard par les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, un site Web spécifique a été créé en juin 2017, qui détaille notamment comment soumettre des informations aux organismes compétents². Les procédures spéciales ont elles aussi créé une page Web consacrée à cette question.

III. Accès à l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme

12. Dans les rapports antérieurs, le précédent Secrétaire général a souligné l'importance du rôle du Comité chargé des organisations non gouvernementales, qui examine les demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil économique et social. Il a invité le Comité à appliquer les critères d'évaluation des organisations de manière équitable et transparente, compte tenu du fait que les organisations de la société civile apportent une contribution indispensable aux travaux et aux objectifs mêmes de l'Organisation, ce qui leur serait impossible si elles n'avaient pas accès aux réunions internationales dans les locaux de l'ONU et si elles ne pouvaient pas collaborer directement avec les mécanismes des droits de l'homme. Cette question a été abordée par les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales dans une lettre adressée au Comité en avril 2017 (A/HRC/36/25, par. 13, OTH 5/2017). Dans cette lettre, les titulaires de mandat se disaient préoccupés par les décisions du Comité relatives à l'accréditation des organisations de la société civile et par les méthodes de travail du Comité en général qui, selon eux, risquaient d'entraver l'accès des acteurs de la société civile à l'ONU et, partant, leur participation. Ils se sont aussi déclarés particulièrement préoccupés par la suspension arbitraire des demandes d'admission au statut consultatif des organisations non gouvernementales, mesure qui pourrait empêcher ces dernières de collaborer avec les organismes des Nations Unies et les mécanismes relatifs aux droits de l'homme. Le Président du Comité a répondu aux préoccupations exprimées en indiquant que les séances publiques du Comité seraient désormais retransmises sur le Web. Je me félicite de cette évolution, qui apportera plus de transparence aux travaux du Comité, et j'invite ce dernier à appliquer les critères d'évaluation des organisations de manière équitable et transparente.

IV. Informations reçues sur des cas d'intimidation ou de représailles pour coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme

A. Observations générales

13. Le présent rapport aborde certaines affaires sur la base d'informations recueillies entre le 1^{er} juin 2016 et le 31 mai 2017. Conformément aux résolutions 12/2 et 24/24 du Conseil des droits de l'homme, il contient également des informations sur des actes d'intimidation ou de représailles à l'encontre de ceux qui :

- Cherchent à coopérer ou ont coopéré avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme, ou leur ont apporté des témoignages ou des renseignements ;

² Voir la page Web du HCDH sur les actes d'intimidation et de représailles dirigés contre ceux qui coopèrent avec l'ONU dans le domaine des droits de l'homme (www.ohchr.org/EN/Issues/Reprisals/Pages/ReprisalsIndex.aspx).

- Recourent ou ont recouru aux procédures mises en place sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour assurer la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et tous ceux qui leur ont fourni une assistance juridique ou autre à cette fin ;
- Soumettent ou ont soumis des communications en vertu de procédures établies conformément à des instruments relatifs aux droits de l'homme, et tous ceux qui leur ont fourni une assistance juridique ou autre à cette fin ;
- Sont des proches de victimes de violations des droits de l'homme ou de ceux qui ont fourni une assistance juridique ou autre aux victimes.

14. Les informations reçues ont été vérifiées et corroborées par des sources primaires et autres, dans toute la mesure possible. Il est fait mention des différentes publications des Nations Unies dans lesquelles les affaires évoquées dans le présent rapport ont été rendues publiques pour la première fois. Les réponses communiquées par les États au 31 juillet 2017, soit par écrit, soit oralement pendant les sessions des organes et des mécanismes des Nations Unies chargés des droits de l'homme, sont également indiquées. Des efforts ont également été faits pour donner suite aux affaires évoquées dans le rapport du précédent Secrétaire général (voir annexe II).

15. Le présent rapport ne cherche pas à rendre compte de toutes les affaires. Il a été élaboré dans le strict respect du principe de « ne pas nuire » et sous réserve que les victimes alléguées aient donné leur consentement pour être désignées nommément. Une étude de risque a également été réalisée pour chaque cas notifié et réputé crédible. En conséquence, la décision a été prise de ne pas inclure les affaires pour lesquelles le risque de nuire à la sécurité et au bien-être des individus concernés ou des membres de leur famille était considéré trop élevé. En outre, un certain nombre d'affaires qui ont été portées à mon attention ont été traitées de manière confidentielle et ne figurent pas dans le rapport.

16. Au cours de la période considérée, des personnes et des groupes désireux de coopérer avec le système des droits de l'homme des Nations Unies ont été visés par des actes d'intimidation ou de représailles en raison de leurs contacts avec un large éventail d'organismes, de processus et d'acteurs. J'ai reçu des informations faisant état de menaces, d'actes d'intimidation et de représailles contre ceux qui ont entamé une coopération dans le domaine des droits de l'homme avec le Conseil des droits de l'homme, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, les organes conventionnels et le mécanisme de l'Examen périodique universel. Les contacts avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme ou avec des composantes des missions de paix ont aussi entraîné ce type de rétorsion, par exemple les contacts avec la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) et la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS). D'autres acteurs ont été durement réprimés pour avoir tenté de se rendre aux sessions de l'Organisation internationale du Travail ou aux réunions de la Convention-cadre sur les changements climatiques de Copenhague afin d'y faire rapport. Certaines personnes ont reçu des menaces, et dans certains cas des menaces de mort, simplement pour avoir participé aux programmes de formation organisés par les forces de maintien de la paix des Nations Unies.

17. Certaines allégations de représailles ont suscité des réactions de la part du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, du Président du Conseil des droits de l'homme, des présences sur le terrain du HCDH et des missions de paix. En tant que haut responsable chargé de réagir aux représailles, le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a organisé des réunions avec des représentants d'États et a adressé des lettres à des gouvernements concernant : le cas de personnes collaborant dans le domaine des droits de l'homme avec le personnel des présences sur le terrain du HCDH et qui ont été menacées par les autorités locales en raison de leurs activités ; des projets de loi soumettant la coopération avec des organisations étrangères à une autorisation préalable ; des affaires dans lesquelles des personnes ont été empêchées de coopérer avec les mécanismes des droits de l'homme; un cas dans lequel l'accréditation d'un défenseur des droits de l'homme

a été retirée par l'ONU ; et des cas de représailles consécutifs à une coopération avec des composantes droits de l'homme des missions de paix.

18. De la même façon, les deux derniers présidents du Conseil des droits de l'homme avaient usé de leurs bons offices pour traiter certaines allégations d'actes d'intimidation et de représailles dirigés contre ceux qui coopéraient avec le Conseil, notamment des interdictions de voyager, des actes d'intimidation commis par des missions permanentes à l'encontre de représentants de la société civile, des campagnes de diffamation ou de menaces dans les médias, des actes de harcèlement, des arrestations arbitraires ou des poursuites consécutives à une collaboration avec le Conseil et ses mécanismes ; certains de ces cas avaient été évoqués directement avec les représentants diplomatiques de six pays. De telles interventions contribuent à attirer davantage l'attention sur ces affaires et encouragent les gouvernements à prendre des mesures positives.

B. Résumé des affaires

19. De plus amples informations sur les affaires décrites ci-dessous sont disponibles à l'annexe I.

1. Algérie

20. Le 31 mars 2017, certains titulaires de mandat ont fait part au Gouvernement algérien de leurs préoccupations au sujet d'informations selon lesquelles Rafik Belamrania, membre fondateur de l'Association pour les enfants des disparus forcés en Algérie (Mish'al) aurait fait l'objet de représailles pour avoir publié le 14 février 2017 sur Facebook une décision prise par le Comité des droits de l'homme concernant l'exécution sommaire de son père en 1995 (voir A/HRC/36/25, par. 13, DZA 2/2017).

2. Bahreïn

21. Étant donné une tendance persistante au harcèlement et à l'intimidation caractérisés visant des défenseurs des droits de l'homme, l'interdiction de voyager imposée à certaines personnes, l'arrestation et la détention de personnes ciblées et les mauvais traitements qui leur ont été infligés, ainsi qu'un cas particulier d'agression sexuelle et de torture à titre de représailles, les allégations correspondantes ont été évoquées par les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et le Président du Conseil des droits de l'homme, qui étaient en contact avec le Gouvernement bahreïnien au sujet de ces affaires. Le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a évoqué par écrit les allégations concernant certaines affaires dans un courrier adressé au Gouvernement. Les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales se sont déclarés préoccupés par une répression orchestrée contre la société civile, en soulignant que les autorités ont eu recours à des mesures draconiennes pour limiter les opinions dissidentes, y compris à des représailles en cas de coopération avec l'ONU, et en particulier avec le HCDH (voir A/HRC/34/75, par. 10, BHR 4/2016 et BHR 7/2016).

22. Plusieurs informations ont été reçues par les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales concernant des interdictions de voyager qui auraient été imposées à des défenseurs des droits de l'homme parce qu'ils avaient coopéré avec l'ONU et ses mécanismes de protection des droits de l'homme, notamment le Conseil des droits de l'homme, et avec la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à sa vingt-deuxième session, ou participé à des ateliers sur les droits de l'homme.

23. Le 21 juin 2016, le porte-parole du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme s'est déclaré profondément préoccupé par le fait que Nabeel Rajab, un cofondateur du *Bahrain Center for Human Rights*, avait été arrêté le 13 juin 2016 pour « diffusion de fausses informations et rumeurs sur la situation interne à Bahreïn dans une tentative de discréditer le pays ». L'intéressé faisait l'objet d'une interdiction de voyager depuis janvier 2015 au moins. Le Haut-Commissaire craint que ces actions et d'autres qui pourraient viser ultérieurement M. Rajab ne soient liées à sa collaboration avec le Conseil des droits de l'homme.

3. Burundi

24. Le Comité contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants a donné suite aux allégations de représailles contre des représentants d'organisations non gouvernementales burundaises qui avaient envoyé des rapports au Comité et participé à la session au cours de laquelle la situation au Burundi avait été examinée. Quatre représentants étaient des avocats, dont trois ont été radiés par la suite et un a été suspendu de ses fonctions pendant un an à la demande du Procureur général de Bujumbura. Le Comité a dit craindre que la demande du Procureur général n'ait été liée au fait que ces membres de la société civile coopéraient avec le Comité. Ce dernier a été en contact avec le Gouvernement à ce sujet (voir CAT/C/BDI/CO/2/Add.1).

25. Dans leur rapport (A/HRC/33/37), les experts chargés de l'enquête indépendante sur le Burundi, menée en application de la résolution S-24/1 du Conseil des droits de l'homme, se sont également déclarés préoccupés par la menace de représailles contre les personnes qui avaient coopéré ou qui souhaitaient coopérer avec les enquêteurs, en soulignant que l'enquête se heurtait à plusieurs difficultés, notamment au fait que deux des quatre visites prévues n'avaient pas pu être effectuées. Ils ont également noté que certaines victimes et certains témoins craignaient des représailles. Dans leurs recommandations, les experts ont souligné que le Gouvernement devrait cesser immédiatement d'exercer des représailles et des menaces contre les personnes qui coopèrent avec eux ou avec d'autres mécanismes et organisations de défense des droits de l'homme.

26. Le 14 juin 2017, la Présidente de la Commission d'enquête sur le Burundi s'est adressée au Conseil des droits de l'homme et a déclaré que la Commission avait reçu des informations d'un grand nombre de Burundais exilés qui craignaient de témoigner par crainte de représailles. Dans son exposé, elle a souligné que, de la même manière, les défenseurs des droits de l'homme qui agissaient encore dans le pays avaient du mal à recueillir les témoignages des victimes à l'intérieur du pays par crainte de s'exposer et d'exposer les victimes au risque de représailles.

27. En mars 2017, le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a informé la Commission de consolidation de la paix et les membres du Conseil de sécurité que des personnes qui avaient coopéré ou cherché à coopérer avec l'ONU, notamment avec le HCDH à Bujumbura, auraient été victimes de représailles.

4. Chine

28. Au cours de l'année 2016, des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont reçu diverses informations faisant état de représailles contre des personnes à la suite de réunions avec le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté qui ont eu lieu lors de la visite effectuée en Chine par ce dernier en août 2016. Ils ont pris des mesures et sont entrés en contact avec le Gouvernement (voir A/HRC/34/75, par. 10, CHN 9/2016 et CHN 13/2016).

29. Le 26 avril 2017, Dolkun Isa, militant ouïghour des droits de l'homme et membre de l'Organisation des nations et des peuples non représentés, qui participait à la session annuelle de l'Instance permanente pour les droits des peuples autochtones au Siège de l'ONU, a été escorté hors des locaux dans l'attente d'un examen plus approfondi d'informations reçues de représentants de la Chine, faisant état de « raisons de sécurité ». De ce fait, M. Isa n'a pas pu continuer à participer aux travaux de l'Instance.

5. Cuba

30. Le 18 octobre 2016, certains titulaires de mandat ont fait part au Gouvernement cubain d'allégations de harcèlement et de représailles contre des défenseurs des droits de l'homme et des membres de Cubalex (centre d'information juridique) en raison de leur coopération avec l'ONU dans le domaine des droits de l'homme (voir A/HRC/34/75, par. 10, CUB 3/2016). Ces allégations concernaient principalement le fait que les militants, qui coopéraient avec le Conseil des droits de l'homme, ses procédures spéciales et le mécanisme de l'Examen périodique universel, ont été arrêtés et interrogés à l'aéroport et harcelés par des agents de l'immigration. En outre, le 23 septembre 2016, les bureaux de Cubalex ont fait l'objet d'une descente.

6. Égypte

31. Les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont donné suite aux allégations de représailles sous la forme d'interdiction de voyager visant des défenseurs des droits de l'homme qui tentaient de participer à des réunions relatives aux droits de l'homme (voir A/HRC/34/75, par. 10, EGY 15/2016)³. Certaines de ces allégations étaient liées à la participation à la vingt-deuxième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ainsi qu'à des formations portant sur l'égalité des sexes et les droits des femmes. Le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme a fait état d'informations selon lesquelles des organisations de la société civile auraient fait l'objet de représailles sous la forme de gel de leurs avoirs (A/HRC/34/52/Add.1, par. 662). Les membres du personnel de l'Institut d'étude des droits de l'homme du Caire et les membres de leurs familles auraient été pris pour cible en raison de leur coopération avec le mécanisme de l'Examen périodique universel et parce qu'ils s'étaient réunis avec des représentants de l'ONU.

32. Le 22 novembre 2016, trois titulaires de mandat ont fait part au Gouvernement égyptien de leurs préoccupations au sujet d'un projet de loi sur les organisations non gouvernementales, notamment une disposition soumettant la coopération avec des organisations étrangères à une autorisation préalable (voir A/HRC/34/75, par. 10, EGY 14/2016). Les experts craignaient que le projet de loi n'impose de sévères restrictions aux organisations de la société civile et n'empiète sur l'exercice des droits à la liberté d'expression et à la liberté d'association. En avril 2017, le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a fait part de ses inquiétudes quant aux conséquences possibles de la législation proposée et a évoqué certaines affaires avec le Gouvernement.

33. Le 3 mai 2017, quatre titulaires de mandat se sont déclarés préoccupés par l'enlèvement d'Ahmed Shawky Abdelsattar Mohamed Amasha et par la détention, la torture et les mauvais traitements qui lui ont été infligés et qui constitueraient des représailles en raison de ses activités de défenseur des droits de l'homme. Ces activités consistaient notamment à rassembler, à l'intention des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, des informations sur des cas de disparition forcée (voir A/HRC/36/25, par. 13, EGY 5/2017).

7. Érythrée

34. Dans le rapport final qu'elle a adressé au Conseil des droits de l'homme en juin 2016, la Commission d'enquête sur les droits de l'homme en Érythrée a souligné que la protection des témoins et des victimes était demeurée une préoccupation centrale pendant son mandat et que presque toutes les victimes et les témoins qui s'étaient entretenus avec elle craignaient des représailles de la part des autorités érythréennes, soit contre eux-mêmes, soit contre les membres de leur famille en Érythrée (A/HRC/32/47, par. 8). Dans ce contexte, la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en Érythrée a réitéré dans sa déclaration à l'Assemblée générale, en octobre 2016, son engagement à réagir aux actes de représailles dirigés contre ceux qui avaient coopéré avec la Commission d'enquête ou avec la Rapporteuse dans le cadre de son mandat, et à veiller à ce qu'une suite appropriée soit donnée par les mécanismes compétents. Dans sa résolution 35/35, le Conseil des droits de l'homme a encouragé les États dans lesquels résidaient les témoins à protéger contre les représailles ceux qui avaient coopéré avec la Commission d'enquête et la Rapporteuse spéciale.

8. Honduras

35. Le 22 septembre 2015, les comptes de courrier électronique de l'*Asociación para una Ciudadanía Participativa*, une organisation non gouvernementale, auraient été piratés. Le 2 mars 2017, Hedme Castro, coordinatrice générale de l'association, a été brièvement retenue à l'aéroport de Tegucigalpa, où elle s'apprêtait à embarquer à destination de Genève afin de participer à la trente-quatrième session du Conseil des droits de l'homme.

³ Voir aussi HCDH, "Egypt steps up travel bans on rights defenders with 'chilling effect', UN expert warns", communiqué de presse, 24 novembre 2016.

M^{me} Castro aurait été interrogée sur les activités prévues à Genève et les griefs relatifs aux droits de l'homme qu'elle avait l'intention d'invoquer. Elle a également été victime d'autres actes d'intimidation, en avril et en mai, lorsque les pneus de sa voiture ont été crevés et lorsqu'elle a été agressée lors d'une manifestation contre une société minière. Les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont pris des mesures en réponse à ces allégations et sont entrés en contact avec le Gouvernement à leur sujet. Le Sous-Secrétaire général s'est également entretenu avec le Gouvernement au sujet de certaines affaires.

9. Inde

36. Des allégations ont été reçues concernant des actes d'intimidation et de représailles dirigés contre Khurram Parvez en raison de sa coopération avec le Conseil des droits de l'homme, le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires et le mécanisme de l'Examen périodique universel. Les représailles auraient pris la forme d'une interdiction de voyager et d'arrestation et de détention arbitraires. Les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont réagi à ces allégations et sont entrés en contact avec le Gouvernement indien à cet égard (A/HRC/34/75, par. 10, IND 7/2016 et IND 9/2016).

10. Iran (République islamique d')

37. En présentant, en mars 2017, au Conseil des droits de l'homme le rapport du Secrétaire général sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran (A/HRC/34/40), la Haut-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme a attiré l'attention sur le fait que des actes de représailles contre des personnes coopérant ou établissant des contacts avec les mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies avaient été signalés. Dans le rapport, il était souligné que les allégations de représailles contre ces personnes demeuraient très préoccupantes ; il était en particulier fait référence à un communiqué de presse publié par les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales en novembre 2016 dans lequel ceux-ci engageaient le Gouvernement de la République islamique d'Iran à cesser de harceler Raheleh Rahemipor. Les titulaires de mandat indiquaient notamment que M^{me} Rahemipor était la sœur de Hossein Rahemipor, dont le dossier était en cours d'examen par le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, et soulignaient le harcèlement dont elle continuait de faire l'objet, notamment les incidents au cours desquels elle avait été interrogée à plusieurs reprises en août 2016 par les autorités compétentes au sujet de la plainte adressée au Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires (voir A/HRC/34/75, par. 10, IRN 23/2016 et IRN 29/2016 ; et A/HRC/35/44, par. 12, IRN 3/2017).

11. Israël

38. Dans le rapport qu'il a présenté au Conseil des droits de l'homme à sa trente-quatrième session (A/HRC/34/70), le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 a mis en évidence un environnement de plus en plus agressif à l'égard des défenseurs des droits de l'homme qui travaillent sur des questions relatives au territoire palestinien occupé, notamment ceux qui portent ces questions devant les instances des Nations Unies. Il a indiqué qu'à la suite d'une déclaration faite en octobre 2016 devant le Conseil de sécurité, Hagai El-Ad, Directeur général de B'Tselem, et Lara Friedman, d'*Americans for Peace Now*, ont été publiquement condamnés par de hauts responsables israéliens ; un membre du Parlement a demandé la révocation de la citoyenneté de M. El-Ad. Celui-ci avait mis en garde contre l'expansion des colonies de peuplement et la détérioration de la situation des droits des Palestiniens dans le territoire palestinien occupé (A/HRC/34/70, par. 47).

39. Le rapport susmentionné faisait suite à un communiqué de presse publié conjointement le 16 décembre 2016 par le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 et le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, dans lequel les auteurs exprimaient leur inquiétude pour les militants des droits de l'homme travaillant dans le territoire palestinien occupé qui avaient été victimes de harcèlement et de menaces alors qu'ils tentaient de

promouvoir la responsabilisation et de collaborer avec la Cour pénale internationale⁴. Nada Kiswanson, avocate spécialisée dans les droits de l'homme à La Haye, où elle représente Al-Haq, une organisation qui documente les violations des droits des Palestiniens dans le territoire palestinien occupé, quelle que soit l'identité de l'auteur des violations, aurait été l'objet de menaces de mort et d'accusations liées au travail qu'elle effectue auprès de la Cour pénale internationale (voir A/HRC/34/70, par. 44).

12. Mauritanie

40. Le 11 octobre 2016, sept titulaires de mandat au titre des procédures spéciales se sont déclarés préoccupés par les graves violations observées dans le déroulement des procédures judiciaires en Mauritanie, notamment les allégations de torture à la suite de l'arrestation, de la détention arbitraire et de la condamnation à des peines de prison de 13 membres de l'Initiative pour la résurgence du mouvement abolitionniste. Les titulaires de mandat ont également exprimé leurs préoccupations quant au lien possible entre ces actes et le fait que les membres en question avaient coopéré avec le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté au cours de la visite qu'il avait effectuée dans le pays (A/HRC/34/75, par. 10, MRT 2/2016).

13. Mexique

41. Le 4 août 2015, le Comité contre la torture, dans l'affaire *Ramirez et consorts c. Mexique*, a constaté des violations des articles 1, 2 (par. 1), 12 à 15 et 22 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (voir CAT/C/55/D/500/2012). Les 19 mai et 19 septembre 2016, les requérants ont affirmé qu'ils avaient été victimes d'actes d'intimidation et de harcèlement de la part des autorités à la suite de la décision du Comité. Ces actes auraient pris la forme d'une campagne visant à faire passer les requérants pour des délinquants, ce qui constituait une nouvelle victimisation. Le Comité a transmis les allégations des requérants à l'État partie afin qu'il puisse formuler des observations (voir CAT/C/59/3, par. 23 et 24).

14. Maroc

42. Le 3 août 2016, le Comité contre la torture, dans l'affaire *Abdul Rahman Alhaj Ali c. Maroc*, a estimé que l'extradition d'Abdul Rahman Alhaj Ali constituerait une violation de l'article 3 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (voir CAT/C/58/D/682/2015). Le requérant, un ressortissant syrien enregistré auprès du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés qui demandait l'asile au Maroc, a été arrêté dans ce pays en octobre 2014 à la suite d'une demande d'extradition présentée par l'Arabie saoudite pour « abus de confiance » en lien avec des relations d'affaires antérieures à Riyad. Abdul Rahman Alhaj Ali était en détention en vue d'une extradition depuis près de deux ans – bien au-delà de la période de soixante jours de détention provisoire prévue au Maroc – lorsque le Comité a rendu sa décision. Selon les informations reçues par le Comité, la prolongation de la détention de l'intéressé aurait été liée à la plainte adressée au Comité en son nom le 22 mai 2015. Le 10 mars 2017, compte tenu de la gravité des allégations du requérant, les rapporteurs du Comité chargés de la question des représailles et du suivi ont demandé à l'État partie de fournir d'urgence au Comité, avant le 31 mars 2017 au plus tard, – des éclaircissements sur la situation du requérant.

15. Myanmar

43. Les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont reçu des informations selon lesquelles des personnes qui s'étaient entretenues avec la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Myanmar lors de ses visites dans le pays auraient été victimes d'actes d'intimidation et de représailles. Ils ont pris contact avec le Gouvernement à ce sujet (voir A/HRC/34/75, par. 10, MMR 2/2016). Il est par exemple allégué que l'arrestation et la détention de Khine Myo Htun, militant politique et défenseur de

⁴ HCDH, "Human rights defenders under growing legal pressure in the OPT – UN rights experts", communiqué de presse, 16 décembre 2016.

l'environnement, étaient liées à sa coopération avec la Rapporteuse spéciale, qu'il avait rencontrée lors de la visite de celle-ci en juin 2016, peu avant d'être arrêté. M. Htun, qui est également un responsable du Parti de libération de l'Arakan, a publié une déclaration écrite critiquant l'impact des actions militaires de l'État sur les civils dans l'État rakhine, dans le contexte du conflit qui déchire cette région.

44. La Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Myanmar a également abordé la question dans sa déclaration de fin de mission du 21 juillet 2016 et dans un communiqué de presse du 24 janvier 2017⁵. Elle a réaffirmé que le Gouvernement du Myanmar devait assurer la sécurité de tous ses interlocuteurs et garantir qu'ils ne feraient l'objet d'aucun acte de représailles, notamment sous forme de menaces, de harcèlement, de sanctions ou de procédures judiciaires. Le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a évoqué ces allégations avec le Gouvernement en juin 2017.

45. À la suite de rapports faisant état de représailles contre des personnes coopérant avec diverses entités des Nations Unies, le Conseil des droits de l'homme, dans sa résolution 34/22 sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, a insisté sur le fait que nul ne devrait faire l'objet d'un suivi ou d'une surveillance, ni ne devrait être menacé, harcelé ou victime de représailles ou de manœuvres d'intimidation pour avoir coopéré ou s'être entretenu avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, notamment avec la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, avec la mission internationale indépendante d'établissement des faits ou avec l'ONU. Le Conseil a engagé le Gouvernement du Myanmar à prendre les mesures voulues pour prévenir de tels actes et lutter contre l'impunité en enquêtant rapidement et efficacement sur tous les cas présumés d'intimidation et de représailles, afin de traduire en justice les auteurs de tels actes et d'offrir aux victimes des voies de recours adaptées.

16. Oman

46. Le 27 juin 2016, cinq titulaires de mandat au titre des procédures spéciales se sont déclarés préoccupés par des informations selon lesquelles Said Ali Said Jadad, défenseur des droits de l'homme, journaliste et blogueur, aurait été arbitrairement arrêté et détenu en raison de ses activités en faveur des droits de l'homme, et aurait été victime de représailles persistantes en raison de sa coopération avec le Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association lors de la visite effectuée par celui-ci à Oman en septembre 2014, et de sa coopération avec les organisations internationales (voir A/HRC/34/75, par. 10, OMN 1/2016). Dans une lettre datée du 2 septembre 2016, le Gouvernement omanais a répondu aux préoccupations exprimées et a informé les titulaires de mandat qu'à la suite de leur demande, le cas de M. Jadad avait été réexaminé et l'intéressé avait été libéré le 26 août 2016.

17. Pakistan

47. Le 18 avril 2017, la Commission pakistanaise des droits de l'homme devait intervenir devant le Comité contre la torture pendant sa soixantième session, après avoir soumis un rapport parallèle au Comité. La demande d'autorisation de se rendre à Genève déposée par le Président de la Commission a été rejetée au motif que l'institution nationale des droits de l'homme n'était pas mandatée pour interagir avec le Comité de l'ONU sur ce sujet. Des représentants de la Commission ont finalement pu s'entretenir avec le Comité par vidéoconférence, dans le cadre d'une réunion privée, le 18 avril 2017. Dans ses observations finales, le Comité s'est dit vivement préoccupé par le fait que le Président de la Commission n'avait pas reçu l'autorisation, apparemment nécessaire au Pakistan, pour que des représentants de la Commission puissent voyager afin de participer à une réunion privée avec les membres du Comité (CAT/C/PAK/CO/1, par. 20).

⁵ HCDH, "UN human rights expert concerned about reprisals during recent visit to Myanmar", communiqué de presse, 24 janvier 2017.

18. Rwanda

48. Les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont réagi aux allégations selon lesquelles deux défenseurs des droits de l'homme, Epimack Kwokwo et Robert Mugabe, auraient fait l'objet d'intimidations et de représailles en raison de leur coopération avec le mécanisme de l'Examen périodique universel, le Conseil des droits de l'homme et les mécanismes des procédures spéciales. En outre, selon ces allégations, M. Kwokwo avait été déclaré *persona non grata* au Rwanda puis expulsé du pays, et M. Mugabe avait fait l'objet d'une tentative d'enlèvement et était soumis quotidiennement à des interrogatoires soutenus (voir A/HRC/34/75, par. 10, RWA 1/2016 et A/HRC/35/44, par. 12, RWA 1/2017). Les titulaires de mandat ont eu des contacts à ce sujet avec le Gouvernement rwandais.

19. Arabie saoudite

49. Les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont réagi au cas de Issa Al-Hamid, un défenseur des droits de l'homme et membre de l'Association saoudienne des droits civils et politiques, qui a été condamné à une peine de onze ans d'emprisonnement suivie d'une interdiction de voyager de onze ans et à une amende de 100 000 rials. Il avait initialement été condamné à une peine de neuf ans d'emprisonnement par le Tribunal pénal spécial, pour avoir, entre autres, communiqué avec des organisations internationales en vue de porter atteinte à l'image de l'État, une accusation qui, d'après les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, semble constituer un acte de représailles découlant de la coopération de l'intéressé avec l'ONU, ses représentants et les mécanismes de défense des droits de l'homme. La peine de M. Al-Hamid a été augmentée de deux ans par un arrêt de la Cour d'appel du 1^{er} décembre 2016. Les titulaires de mandat ont été en contact avec le Gouvernement saoudien à ce sujet (voir A/HRC/35/44, par. 12, SAU 8/2016).

20. Soudan du Sud

50. Dans son Rapport spécial sur l'examen du mandat de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) (S/2016/951), le Secrétaire général a signalé que l'accès des spécialistes des droits de l'homme aux zones touchées pour corroborer les informations ou interroger témoins et victimes était limité pour de nombreuses raisons, dont les restrictions imposées par les autorités gouvernementales, les considérations relatives à la sécurité du personnel et les menaces de plus en plus fréquentes de représailles contre les témoins, les victimes et les sources, rendant encore plus nécessaire leur protection.

51. Au cours de sa visite au Soudan du Sud en février 2017, le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a rencontré un certain nombre de représentants des autorités, dont des ministres du gouvernement et des chefs des forces de sécurité, auprès desquels il a souligné qu'il était absolument nécessaire d'éviter les représailles et les menaces à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme qui avaient coopéré avec l'ONU. Il a évoqué les cas particuliers de personnes qui coopéraient avec la MINUSS et avec des organes de l'ONU à l'étranger, notamment les cas dans lesquels des personnes ont été contraintes de quitter le Soudan du Sud en raison des manœuvres d'intimidation et des menaces dont elles étaient victimes. À cet égard, il a attiré l'attention sur un incident survenu en septembre 2016, au cours duquel des défenseurs des droits de l'homme avaient été menacés après avoir rencontré des membres du Conseil de Sécurité qui étaient en visite au Soudan du Sud. En juillet 2017, il a aussi porté par écrit à l'attention du Gouvernement du Soudan du Sud la question des représailles⁶.

21. Sri Lanka

52. Dans son discours devant le Conseil des droits de l'homme, le 22 mars 2017, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme s'est déclaré troublé d'apprendre que des membres de la société civile sri-lankaise avaient fait l'objet de manœuvres d'intimidation au sein même du Palais des Nations, à Genève. Il a saisi le Sous-

⁶ Voir également le communiqué de presse du HCDH, "South Sudan: Senior UN human rights official condemns deplorable rights situation, calls for perpetrators to be held to account", 17 février 2017.

Secrétaire général, et ne doutait pas que le Président du Conseil porterait à ces affaires toute l'attention qu'elles méritaient.

53. Dans le rapport qu'il a présenté au Conseil des droits de l'homme à sa trente-quatrième session (A/HRC/34/20), le Haut-Commissaire a souligné que des cas de harcèlement ou de surveillance visant des défenseurs des droits de l'homme et des victimes de violations étaient toujours signalés à Sri Lanka, quoique dans une moindre mesure. Les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont aussi évoqué les allégations selon lesquelles S. Ganeshnantham et d'autres membres du Pupil Salvation Forum, une organisation de la société civile, auraient été victimes d'actes de représailles et d'intimidation à la suite de leur participation à la trente-quatrième session du Conseil (voir A/HRC/36/25, par. 13, LKA 1/2017).

22. Soudan

54. Le 28 juillet 2016, l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Soudan a fait part de sa préoccupation concernant l'arrestation, à l'aéroport international de Khartoum, de quatre représentants de la société civile soudanaise qui se rendaient à Genève, où ils devaient participer aux réunions de présession de l'Examen périodique universel du Soudan (A/HRC/33/65, par. 28).

55. Le 9 janvier 2017, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont fait part au Gouvernement soudanais de leur préoccupation quant aux allégations selon lesquelles six défenseurs des droits de l'homme, qui étaient membres du Centre for Training and Human Development ou y étaient associés, auraient été victimes de représailles, en partie à cause de leur coopération avec le Conseil des droits de l'homme (voir A/HRC/35/44, par. 12, SDN 1/2017).

23. Tadjikistan

56. Le 2 juin 2016, la Cour suprême du Tadjikistan a condamné des dirigeants du Parti de la renaissance islamique du Tadjikistan, qui est interdit, à des peines d'emprisonnement à perpétuité et à des peines allant de deux à vingt-huit ans d'emprisonnement. Le même jour, et en lien direct avec la condamnation, des proches des personnes condamnées, qui cherchaient à obtenir de l'aide auprès du Bureau des Nations Unies au Tadjikistan et à se rendre dans les locaux des Nations Unies ont été arrêtés par la police. Le 7 juin 2016, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression a déclaré avoir reçu des informations troublantes selon lesquelles des proches des personnes condamnées avaient été empêchés par la police d'atteindre le Bureau des Nations Unies après l'annonce du verdict et avaient été emmenés au tribunal de district, où ils ont été menacés d'être arrêtés et condamnés à une amende pour désobéissance. Le Rapporteur spécial a jugé cette situation tout à fait inacceptable, et a estimé que de tels actes renforçaient le climat de peur qui régnait dans le pays⁷.

24. Thaïlande

57. En juin 2016, des bénéficiaires d'une subvention du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture, les défenseurs des droits de l'homme Pornpen Khongkachonkiet et Somchai Homlaor, de la Cross Cultural Foundation, et Anchana Heemmina, du Duay Jai Group, ont été visés par une plainte des forces de l'Armée royale thaïlandaise opérant dans les provinces frontalières du sud. Ces personnes avaient publié, en février 2016, un rapport, en partie financé par le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies, sur les cas de torture et de mauvais traitements recensés en 2014-2015 dans l'extrême sud du pays. En conséquence, elles ont été accusées de publier de fausses informations sur des actes de tortures et des mauvais traitements imputés à des militaires. Le 11 février 2016, le porte-parole de l'Armée royale thaïlandaise dans la région a fait une déclaration publique dans laquelle il accusait l'organisation d'être partielle et d'utiliser des informations obsolètes afin d'obtenir des fonds. Les titulaires de mandat au

⁷ HCDH, "UN expert deplors harsh sentencing of Tajikistan opposition leaders and warns of radicalization", communiqué de presse, 7 juin 2016.

titre des procédures spéciales ont fait part au Gouvernement thaïlandais de leur préoccupation quant à ces allégations (voir A/HRC/34/75, par. 11, THA 6/2016).

25. Turquie

58. Le 23 janvier 2017, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont fait part au Gouvernement turc de leur préoccupation concernant les représailles dont serait victime Osman Isci, un universitaire et défenseur des droits de l'homme qui a été suspendu par décret d'urgence de son poste de chercheur à l'université Agri Ibrahim Cecen pour avoir coopéré avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression lors de la visite officielle de celui-ci en Turquie en novembre 2016 (voir A/HRC/35/44, par. 12, TUR 1/2017). En janvier 2016, Osman Isci et plus de 180 autres universitaires ont signé une « pétition pour la paix », qui a été publiée par Academics for Peace. Un grand nombre de ces universitaires ont depuis été démis de leurs fonctions, suspendus ou contraints de démissionner, et tous continuent de faire l'objet d'enquêtes judiciaires et administratives (voir A/HRC/33/32, par. 10, TUR 3/2016).

26. Turkménistan

59. Le 15 juillet 2016, le Comité des droits de l'homme a évoqué les actes de représailles et d'intimidation dont aurait été victime Navruz Tahirovich Nasyrlyev (CCPR/C/117/D/2219/2012), qui affirmait dans une communication du 3 septembre 2012 que les droits qu'il tenait des articles 7, 14 (par. 7) et 18 (par. 1) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques avaient été enfreints par l'État partie, le Turkménistan, qui l'avait à plusieurs reprises poursuivi, arrêté et emprisonné pour objection de conscience. Le Comité notait avec préoccupation qu'à la suite de la communication soumise par M. Nasyrlyev, et selon les informations fournies par celui-ci, la police aurait effectué une descente à son domicile familial le 24 janvier 2013, et des membres de sa famille ainsi que des invités auraient été malmenés. Le Comité a en outre relevé que l'État partie n'avait fourni aucun renseignement réfutant ces allégations après que le Rapporteur spécial chargé des nouvelles communications et des mesures provisoires l'avait appelé, le 8 février 2013, à s'abstenir de toute pression, intimidation ou mesure de représailles contre l'auteur de la communication et ses proches. Le Comité a aussi rappelé que toute pression, intimidation ou mesure de représailles visant l'auteur d'une communication ou ses proches constituerait, de la part de l'État partie, un manquement à l'obligation qui lui incombe, au titre du Protocole facultatif, de coopérer de bonne foi avec le Comité dans l'application des dispositions du Pacte.

27. Émirats arabes unis

60. Le 27 mars 2017, six titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont fait part au Gouvernement des Émirats arabes unis de leur préoccupation quant aux allégations selon lesquelles Ahmed Mansoor, un blogueur et éminent défenseur des droits de l'homme, aurait été arrêté, détenu en secret, et risquerait d'être victime d'une disparition forcée ; il s'agirait là d'actes d'intimidation et de représailles découlant de sa coopération avec le Conseil des droits de l'homme, les procédures spéciales, le mécanisme de l'Examen périodique universel et les organes conventionnels (voir A/HRC/36/25, par. 13, ARE 1/2017). Plusieurs titulaires de mandat ont publié conjointement un communiqué de presse à ce sujet⁸.

28. Ouzbékistan

61. Le 1^{er} mars 2017, Elena Urlaeva, directrice de l'Alliance des défenseurs des droits de l'homme d'Ouzbékistan, aurait été arrêtée à Tachkent et emmenée au poste de police, alors qu'elle devait rencontrer le lendemain des représentants de l'Organisation internationale du Travail et de la Banque mondiale. Au poste de police, les policiers l'ont insultée et se sont moqués d'elle, lui disant qu'elle avait besoin d'un traitement psychiatrique. Elle a ensuite été transférée de force dans un hôpital psychiatrique de

⁸ Voir HCDH, "UN rights experts urge UAE: Immediately release human rights defender Ahmed Mansoor", communiqué de presse, 28 mars 2017.

Tachkent. Le 24 mars, M^{me} Urlaeva a été libérée après vingt-quatre jours de détention en service psychiatrique. Le 5 avril, quatre titulaires de mandat ont fait part de leur préoccupation concernant ces faits, qui semblent liés à la coopération de M^{me} Urlaeva avec des organisations internationales (voir A/HRC/36/25, par. 13, UZB 1/2017).

29. Venezuela (République bolivarienne du)

62. Dans le précédent rapport du Secrétaire général (A/HRC/33/19), il était fait référence aux préoccupations exprimées par les experts indépendants quant au schéma clair de dénigrement et d'intimidation des défenseurs des droits de l'homme qui serait mis en œuvre en guise de représailles pour leur coopération avec l'ONU et les organismes régionaux de défense des droits de l'homme (par. 32-37). Lors d'un point de presse, le 19 mai 2017, un porte-parole du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a évoqué le cas de Henrique Capriles, qui devait rencontrer le Haut-Commissaire à New York ce jour-là, mais qu'on avait empêché de quitter le Venezuela. Le Haut-Commissaire espérait qu'il ne s'agissait pas de représailles en lien avec la rencontre prévue. En avril 2017, le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a évoqué des cas de représailles avec le Gouvernement.

30. Questions concernant plusieurs pays

63. Par lettre du 21 octobre 2016, le Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture a fait part au Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de sa préoccupation devant le nombre croissant de cas dans lesquels des États gelaient les avoirs bancaires d'organisations de défense des droits de l'homme œuvrant en faveur des victimes de la torture, afin d'empêcher les financements extérieurs, y compris en provenance du Fonds. Dans sa réponse du 1^{er} novembre 2016, le Haut-Commissaire s'est déclaré préoccupé par les informations reçues concernant des cas de représailles contre un certain nombre de bénéficiaires du Fonds et a indiqué qu'il évoquerait la question avec le Sous-Secrétaire général.

VI. Conclusions et recommandations

64. **Comme le montre le nombre d'allégations recensées dans le présent rapport, les actes d'intimidation et les représailles contre les personnes cherchant à coopérer ou ayant coopéré avec les Nations Unies sur la question des droits de l'homme se poursuivent, ce qui est extrêmement préoccupant. Bien que des acteurs non étatiques se livrent eux aussi à des représailles, il ressort de la majorité des cas décrits ici que ces actes sont souvent commis par des représentants de l'État ou, à tout le moins, avec l'accord tacite de celui-ci.**

65. **Les manœuvres d'intimidation et les représailles ont aussi gagné en ampleur au cours de l'année écoulée, et les moyens employés sont de moins en moins subtils. Dans un certain nombre d'États, les autorités utilisent les interdictions de voyager, souvent sans procédure judiciaire et sans préavis, pour empêcher des personnes et des groupes, notamment des défenseurs des droits de l'homme et des organisations de la société civile, de se rendre à des réunions des organes et mécanismes des droits de l'homme de l'ONU. D'autres États gèlent les avoirs bancaires de défenseurs des droits de l'homme qui reçoivent des financements d'organes de l'ONU chargés des droits de l'homme ou qui leur font part de violations. J'ai été informé de l'existence de lois visant à pénaliser les organisations qui prennent contact avec les mécanismes des droits de l'homme. Comme les années précédentes, les personnes qui coopèrent avec l'ONU ont notamment fait l'objet de manœuvres d'intimidation, de harcèlement, de menaces en ligne et hors ligne, de campagnes de dénigrement dans les médias, d'interdictions de voyager, d'arrestations et de détentions arbitraires, de disparitions forcées, d'actes de tortures et de mauvais traitements, ou encore ont été radiées du barreau ou relevées de leurs fonctions pour avoir tenté de prendre contact avec l'ONU sur la question des droits de l'homme.**

66. Outre leurs graves effets sur la vie des personnes concernées et de leurs proches, les actes d'intimidation et les représailles nuisent aussi systématiquement à l'action de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme et à la confiance que ses partenaires lui portent. Je regrette également qu'un certain nombre de préoccupations concernant les actes d'intimidation et les représailles soient restées sans réponse de la part des gouvernements pendant la période à l'examen. Dans d'autres cas, les gouvernements ont répondu aux allégations mais pas aux préoccupations soulevées.

67. Au vu des cas recensés dans le présent rapport et dans les précédents, il semblerait que certains États ont mis en place une stratégie visant à empêcher les particuliers de fournir à l'ONU des informations concernant les droits de l'homme, ou de coopérer avec elle dans ce domaine selon d'autres modalités.

68. Comme les précédents Secrétaires généraux, j'affirme que tout acte d'intimidation ou de représailles contre des personnes ou des groupes cherchant à coopérer ou ayant coopéré avec l'ONU dans le domaine des droits de l'homme, ou contre des membres de leur famille, leurs représentants en justice ou des tiers ayant avec eux des liens professionnels ou personnels, est absolument inacceptable. De tels agissements sont contraires aux principes mêmes de l'ONU, et constituent une violation des droits de l'homme. Je réaffirme que les États doivent y mettre un terme, enquêter sur toutes les allégations portées à leur connaissance, offrir des recours utiles et adopter et mettre en œuvre des mesures préventives afin d'éviter que de tels actes se reproduisent.

69. Les Nations Unies ont la responsabilité collective de réagir à ces actes et de les prévenir. Cette responsabilité fait partie du devoir que nous impose la Charte de promouvoir et encourager le respect des droits de l'homme ; il ne s'agit pas que d'une mission normative, mais bien d'un impératif qui doit guider notre pratique si nous entendons garantir le respect des droits de l'homme et le développement durable, et construire des sociétés sûres et pacifiques.

70. La désignation du Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme en tant que haut responsable chargé de conduire l'action à cet égard au sein du système des Nations Unies doit être entendue comme une prise en compte de cette responsabilité collective. J'appelle donc tous les États, les entités, organes et mécanismes des Nations Unies, les représentants de la société civile et les défenseurs des droits de l'homme à pleinement coopérer avec lui. Un autre objectif essentiel de cette nomination est de renforcer la collecte d'informations sur les actes d'intimidation ou de représailles en encourageant tous les organismes des Nations Unies à partager plus régulièrement des informations sur ces cas et à prendre les mesures qui s'imposent. J'engage toutes les parties prenantes à signaler dès qu'elles en ont connaissance les allégations d'actes d'intimidation et de représailles liés à la coopération avec les Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, afin de permettre un suivi et une réaction appropriés.

71. Le Conseil des droits de l'homme et sa présidence, les procédures spéciales, les organes conventionnels et le Haut-Commissaire sont des acteurs importants pour la résolution de cette question. J'en appelle à eux pour qu'ils continuent à traiter tous les cas d'intimidation ou de représailles portés à leur connaissance dans le cadre de leur mandat, et à coordonner leur action avec celle du haut responsable désigné, selon qu'il convient.

72. Je demande instamment à tous les États de donner suite aux cas cités dans le présent rapport et dans les rapports précédents et de fournir des solutions concrètes pour ceux qui demeurent en suspens. À cet égard, je recommande également au Conseil des droits de l'homme de consacrer suffisamment de temps à l'examen du présent rapport et de coopérer avec le haut responsable désigné. J'invite aussi le Président du Conseil à présenter un compte rendu oral au Conseil sur les cas portés à son attention à chaque session.

Annex I

Comprehensive information on alleged cases of intimidation or reprisal for cooperation with the United Nations on human rights

1. Algeria

1. On 31 March 2017, some mandate holders raised concerns with the Government over allegations of reprisals against Rafik Belamrانيا, founding member of Association pour les enfants des disparus forcés en Algérie – Mish'al, for publishing on Facebook on 14 February 2017 a decision made by the Human Rights Committee, regarding the summary execution of his father in 1995 (see A/HRC/36/25, para. 13, DZA 2/2017).

2. On 20 February 2017, Mr. Belamrانيا was summoned to and interrogated at the police station in Jijel. On 21 February 2017, he was charged with “apology of terrorism on Facebook,” under article 87 of the Penal Code and detained the following day. In its response to mandate holders dated 29 May 2017, the Government stated that on 28 November 2016 the judicial police was informed that a citizen publicly expressed his support for people accused of “apology of terrorism” and it was established that the person in question was Mr. Belamrانيا. The Government informed that Mr. Belamrانيا circulated photos and expressed his support for terrorist organizations, including Daesh. The Government further informed that Mr. Belamrانيا was arrested on 20 February 2017, and on 22 February 2017 he was placed under custody, and stressed that Mr. Belamrانيا was provided with all legal guarantees during this process. The Government’s reply did not address the allegations relating to possible reprisals.

3. On 8 March 2017, the rapporteurs designated to follow up on findings on reprisals of the Human Rights Committee sent a letter to the Government of Algeria, requesting clarifications on the situation of Mr. Belamrانيا. The Government responded on 18 July 2017 that the allegations of arbitrary detention of Mr. Belamrانيا were unfounded as he benefited from all guarantees during the process and that his custody did not go over the maximum time allowed in the penal code. The Government further stated that the arrest of Mr. Belamrانيا had nothing to do with the situation of his father.

2. Bahrain

4. In the light of an ongoing trend of major harassment and intimidation against human rights defenders, the imposition of travel bans on selected individuals, the arrest, detention, and ill-treatment of targeted individuals and one particular case involving sexual assault and torture as a form of reprisal, allegations were addressed by special procedure mandate holders and the President of the Human Rights Council who were in contact with the Government on these cases. The Assistant Secretary-General for Human Rights addressed allegations on cases in writing to the Government. Special procedures have expressed concerns about an orchestrated crackdown on civil society, stressing that the authorities have resorted to drastic measures to curb dissenting opinions, including reprisals for cooperating with the United Nations, and in particular OHCHR (see A/HRC/34/75, para. 10 BHR 4/2016 and BHR 7/2016).

5. Several allegations were received by special procedures about travel bans allegedly imposed on human rights defenders for their cooperation with the Human Rights Council, in particular the defenders’ participation in the thirty-second and thirty-third sessions of the Council, the twenty-second session of the Conference of the Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change, or human rights workshops. On 25 November 2016, three mandate holders raised concerns about allegations of a travel ban imposed on civil society representatives Mohammed Jawad, Ms. Nedal Al-Salman, Hussain Salam Ahmed Radhi, Mohammed Al-Tajer and Enas Oun in this regard (see A/HRC/34/75, BHR

7/2016). At the time of the finalization of the present report, no response had been received from the Government.

6. On 21 June 2016, the Spokesperson of the United Nations High Commissioner for Human Rights expressed deep concern that Nabeel Rajab, a co-founder of the Bahrain Center for Human Rights, was arrested on 13 June 2016 for “spreading false news and rumours about the internal situation in a bid to discredit Bahrain”. He had been subject to a travel ban since at least January 2015. There is concern on the part of the High Commissioner for Human Rights that these and subsequent actions against Mr. Rajab are connected to his engagement with the Human Rights Council.

7. On 8 July 2016, some mandate holders raised concerns regarding allegations of a travel ban imposed on members of civil society, Hussain Salam Ahmed Radhi, Ebtesam Abdulhusain Ali-Alsaegh, Ebrahim Al-Demistani and Abdalnabi Al-Ekry in an act of reprisal for their cooperation with the United Nations Human Rights Council, in particular their participation in the 32nd session of the Human Rights Council, and their human rights work (see A/HRC/34/75, BHR 4/2016).

8. In its replies dated 15 August 2016 and 9 September 2016, the Government informed that the travel ban was imposed pursuant to a decision by the Public Prosecutor’s Office, based on the provisions of article 159 of the Code of Criminal Procedure which authorizes the imposition of a travel ban on an accused person if it is considered that such action is in the interest of the investigation. The Government’s response did not address the allegations of possible reprisals.

9. It is alleged that travel bans have been repeatedly imposed in what appears to be a politically motivated strategy to prevent human rights defenders from travelling abroad and participating in international events related to human rights, in particular those organized by the United Nations. On 23 August 2016, the President of the Council, in a meeting of the Bureau “recalled the alleged case of reprisals relating to travel bans faced by eight individuals who were allegedly prevented from traveling from Bahrain to Geneva to participate in the 32nd session of the Council, as discussed at the Bureau meetings of 23 and 29 June 2016, and informed of the lack of appropriate action or adequate explanatory information from the concerned State.” The President expressed concern over this case and noted that he will consider very carefully all cases of reprisals brought to his attention.

10. On 16 June 2017, special procedure mandates publicly urged the Government to halt its orchestrated crackdown on civil society, stressing that the authorities have resorted to drastic measures to curb dissenting opinions such as torture, arbitrary detention, unfounded convictions, the stripping of citizenship, the use of travel bans, intimidation, including death threats, and reprisals for cooperating with international organizations, including the Office of the High Commissioner for Human Rights.^a

3. Burundi

11. In December 2015, the Committee against Torture requested a special report from Burundi, in light of the deterioration of the human rights situation in Burundi since April 2015. The consideration of the special report on Burundi was scheduled for the fifty-eighth session of the Committee on 28 and 29 July 2016. In this context, the Committee received reports from non-governmental organizations, in particular a coalition report from several Burundian non-governmental organizations, which was made public and posted on the Committee’s webpage. Some of these NGOs also sent participants to the session held in July 2016 in Geneva, including three lawyers: Armel Niyongere (representing ACAT/Campagne SOS-Torture), Dieudonné Bashirahishize (representing “Collectif des Avocats”) and Lambert Nigarura (representing ACAT Burundi/ CB-CPI).

12. A delegation from the Government of Burundi participated in the session in Geneva and briefed the Committee. During her introductory speech to the Committee on 28 July 2016, the Minister of Justice of Burundi referred to information that, in her view, had been

^a OHCHR, “Bahrain must end worsening human rights clampdown, UN experts say,” 16 June 2017.

obtained from anonymous sources that were impossible to verify, or information provided by “opposition politicians.” On the second day of the dialogue on 29 July 2016, the Government of Burundi suspended its participation and the delegation was absent. Immediately after the interruption of the dialogue, the Committee was informed of a letter from the Attorney General of Bujumbura, dated 29 July 2016, requesting that the Bujumbura Bar Association disbar four lawyers, three of whom had participated in the briefings with the Committee and were present during the first day of the dialogue (Armel Niyongere, Dieudonné Bashirahishize and Lambert Nigarura) and one who was a signatory of the coalition report sent by the NGOs, Vital Nshimirimana.

13. On 5 August 2016, the Committee’s rapporteur on reprisals sent a letter to the Government, expressing concern that the Attorney General’s request related to the cooperation of these members of civil society with the Committee and mentioned its concerns over reprisals in its concluding observations from the session (see CAT/C/BDI/CO/2/Add.1, para. 33-34). On 11 August 2016, the Government responded to the Committee’s letter, indicating that the request of disbarment had been made in the course of legal proceedings against three of these lawyers. The lawyers concerned were charged with “participation in an insurrectional movement, attempted coup d’état, trafficking of images and, in the case of one of the lawyers, because he regularly violated the laws and regulations by his statements and pronouncements,” without giving further information.

14. On 12 August 2016, the Committee replied that the request for disbarment was preempting the outcome of an ongoing criminal case, which had not led to a finding of guilt, and requested further information. On 29 September 2016, the Bar Association of Burundi declared, while proceedings were pending before the Bujumbura Court of Appeal, that the request for disbarment by the Attorney General was unfounded. However, on 16 January 2017, the Bujumbura Court of Appeal decided to disbar Armel Niyongere, Dieudonné Bashirahishize and Vital Nshimirimana, and to suspend Lambert Nigarura for a period of one year, although he was not under criminal investigation.

15. In a letter dated 21 February 2017, the Committee indicated that the disbarment of the lawyers before the conclusion of the pending criminal procedures against them was preempting the outcome and seemed to reinforce the hypothesis that disbarment was a measure of reprisal for the active participation of these lawyers during the Committee’s examination of the State party’s report. At the time of finalization of the present report, no further response had been received from the Government.

16. The experts conducting the independent investigation on Burundi pursuant to Human Rights Council resolution S-24/1, in their report (A/HRC/33/37) also raised concerns regarding the threat of reprisals for those individuals who cooperated or who wished to cooperate with the investigation. The experts noted that “UNIIB faced several challenges, including the fact that two of its four planned visits could not be carried out”. They further noted that “some victims and witnesses feared reprisals.” In their recommendations, they also stressed that “the Government should immediately cease its reprisals and threats against individuals who have cooperated with the investigation, and other human rights mechanisms and organizations”.

17. On 14 June 2017, the chair of the Commission of Inquiry on Burundi briefed the Human Rights Council^b and stated that the Commission received information from a large number of exiled Burundians who were afraid to provide testimonies for fear of reprisals. In the briefing, she noted that, similarly, human rights defenders who still operate in the country find it hard to gather testimony from victims inside the country for fear of exposing themselves and the victims to the risk of reprisals.

^b OHCHR, Oral briefing by Chair of Commission of Inquiry on Burundi, 14 June 2017.

18. In March 2017 the Assistant Secretary-General for Human Rights informed the Peacebuilding Commission and members of the Security Council about allegations of reprisals against persons who had cooperated or sought to cooperate with the United Nations, including with OHCHR in Bujumbura.

4. China

19. In the course of 2016, several allegations of reprisals against individuals in relation to meetings with the Special Rapporteur on extreme poverty and human rights during his visit to People's Republic of China in August 2016 were received by special procedure mandate holders who took action and have been in contact with the Government (see A/HRC/34/75, para. 10 CHN 9/2016 and CHN 13/2016).

20. On 26 October 2016, some mandate holders raised concerns over the alleged arbitrary arrest and detention of Li Wenzu, as well as alleged acts of intimidation and harassment against her and Wang Qiaoling in reprisal for their cooperation with the Special Rapporteur on extreme poverty and human rights during his visit in August 2016 (see A/HRC/34/75, CHN 9/2016). Ms. Li and Ms. Wang are married to two human rights lawyers, Li Heping and Wang Quanzhang, respectively. Both men were arrested on 10 July 2015 by police during the "709" incidents concerning human rights lawyers, legal assistants and law firm staff, and activists across the country, named for the date on which it took place (9 July 2015) and addressed in a prior communication by special procedure mandate holders (see CHN 6/2015).

21. On 16 August 2016, Ms. Li and Ms. Wang planned to meet with the Special Rapporteur on extreme poverty and human rights at the United Nations office in Beijing. When she left home, Ms. Li noticed that three individuals, allegedly *guobao* (domestic security) officers were following her, and later physically prevented her from entering the United Nations building. As a result, Ms. Li was unable to meet with the Special Rapporteur. Since this incident, Ms. Li has reportedly been subject to various forms of surveillance and harassment by the domestic security forces. In its reply dated 19 December 2016, the Government stated that it understood that the freedom of movement of neither Ms. Li nor Ms. Wang had been restricted and that neither Ms. Li nor Ms. Wang had been subject to unlawful surveillance or harassment.

22. On 2 December 2016, some mandate holders raised their concerns regarding the disappearance of Jiang Tianyong, a prominent human rights lawyer (See A/HRC/34/75, CHN 13/2016). On 17 November 2016, Mr. Jiang travelled to Changsha, Hunan Province, to visit the wife of a human rights lawyer who had been arrested in the "709" incidents and who currently remains in detention at the Changsha Detention Centre. On 21 November, Mr. Jiang sent a message to a friend informing that he was boarding the train back to Beijing. Since this communication, he has gone missing. In their letter, the experts stated that given Mr. Jiang's meeting with the Special Rapporteur on extreme poverty and human rights in Beijing in August 2016, they are also concerned that his disappearance may have occurred, at least in part, in reprisal for his cooperation with the Special Rapporteur.

23. On 28 December 2016, some mandate holders raised new information on allegations about Mr. Jiang with the Government. On 20 January 2017, the Government responded, stating that the *Gong'an* (law enforcement authority) has lawfully taken compulsory criminal measures against Mr. Jiang for fraudulently using the identification documents of others and on suspicion of illegal possession of national confidential documents and espionage. The Government's reply did not address the allegations relating to reprisals.

24. On 7 June 2017, in his statement to the Human Rights Council, the Special Rapporteur on extreme poverty and human rights made a special plea to the Government to release Mr. Jiang. During the interactive dialogue with the Special Rapporteur, the Government noted that the Special Rapporteur had criticized several cases of detention of criminals which went beyond his mandate and infringed on the sovereignty of China. The Government said it would not tolerate that the protection of human rights be used to support activities that go against public order.

25. On 26 April 2017, a Uyghur human rights activist and member of the Unrepresented Nations and Peoples Organization, Dolkun Isa, who was attending the annual Permanent Forum on Indigenous Peoples at United Nations Headquarters in New York, was escorted from the premises pending further examination following the receipt of information from representatives of China alleging “security reasons”. As a result, Mr. Isa could not resume his participation in the Permanent Forum on Indigenous Peoples.

5. Cuba

26. On 18 October 2016, some mandate holders raised with the Government allegations of harassment and reprisals against human rights defenders and members of the Cubalex Legal Information Center for their cooperation with the United Nations in the field of human rights (see A/HRC/34/75, para. 10 CUB 3/2016). The allegations were mainly in relation to the cooperation of the advocates with the Human Rights Council, its special procedures and the universal periodic review mechanism, who were stopped and questioned at the airport and harassed by immigration agents.

27. According to the allegations, between March and August 2016, the civil society members were stopped and questioned at the airport travelling to, or arriving back from human rights related activities. They experienced targeted harassment by immigration agents, including extensive scrutiny of travel documents, confiscation of electronic resources and documents, and interrogation about their activities. Additionally, on 23 September 2016, Cubalex Legal Information Center’s offices were raided by State authorities from four different judicial entities during a thirteen-hour operation in which the premises were searched, all electronic equipment was confiscated, and some of the staff members were subjected to body cavity searches and humiliating and degrading treatment (see CUB 3/2016).

28. On 14 December 2016, the Government responded stating that the persons mentioned do not qualify as human rights defenders under the provisions of the United Nations Declaration on human rights defenders; Cubalex receives financial support from the United States of America and carries out anti-Cuban activities; and the persons in question did not avail themselves of any existing complaint mechanisms in the country about the events described.

6. Egypt

29. Allegations of reprisals in the form of travel bans against human rights defenders attempting to participate in human rights meetings were acted upon by special procedure mandate holders (see A/HRC/34/75, para. 10 EGY 15/2016, press release of 24 November 2016^c). Some of these allegations were related to participation in the twenty-second session of the Conference of the Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change and in training on gender equality and women’s rights.

30. On 22 November 2016, some special procedure mandate holders expressed concerns with the Government about a travel ban issued against two human rights defenders, Azza Soliman and Ahmed Ragheb (see A/HRC/34/75, EGY 15/2016, press release of 24 November 2016). On 19 November 2016, and based on a judicial order issued on 17 November 2016, at the Cairo International Airport, Ms. Soliman was prevented from travelling to Jordan in order to participate in training on gender equality and women’s rights. Ms. Soliman was not formally informed of the order or of the basis for the travel ban.

31. On 15 November 2016, Mr. Ragheb was prevented by passport control officials at Cairo International Airport from travelling to Morocco in order to attend the twenty-second Conference of the Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change. He was informed that the travel restriction was based on a judicial order issued

^c OHCHR, “Egypt steps up travel bans on rights defenders with “chilling effect”, 24 November 2016.

against him in May 2016 by an investigative judge. At the time of the finalization of the present report, no response had been received from the Government to the concerns raised by the mandate holders.

32. Allegations of reprisals against civil society members in the form of asset freezes were raised by the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders (see A/HRC/32/52/Add.1, para. 662). Staff members of the Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS) and members of their families are alleged to have been targeted for their cooperation with United Nations mechanisms, and due to meetings with United Nations representatives.

33. On 22 November 2016, three mandate holders raised concerns with the Government about draft legislation on non-governmental organizations, including a provision restricting cooperation with foreign organizations without prior authorization (see A/HRC/34/75, para. 10, EGY 14/2016). The experts were concerned that the draft legislation would impose severe restrictions on civil society organizations and would impinge on the exercise of the rights to freedom of expression and freedom of association. At the time of the finalization of the present report, no response had been received from the Government. In April 2017, the Assistant Secretary-General for Human Rights addressed concerns about the implications of the proposed legislation and raised individual cases with the Government.

34. On 3 May 2017, four mandate holders expressed concerns about the abduction, detention, torture and ill-treatment of Dr. Ahmed Shawky Abdelsattar Mohamed Amasha, reportedly in retaliation for his activities as a human rights defender, which included documenting cases of enforced disappearances for special procedures (see A/HRC/36/25, para. 13, EGY 5/2017). On 10 March 2017, Dr. Amasha was allegedly abducted by police officers in Cairo. No information was given about his whereabouts until 1 April 2017. He was charged on 13 April 2017 with “belonging to a banned group” under the Anti-Terrorism Law of Egypt and transferred to the Tora prison of Cairo. It was alleged that following his abduction on 10 March 2017, he was secretly detained at the Central Police station of Abbasiya in the Cairo Governorate. Dr. Amasha was allegedly subjected to torture and ill-treatment during his secret detention. On 27 April 2017, his detention was prolonged. The mandates involved expressed serious concerns that the acts committed against Dr. Amasha seem to constitute acts of reprisals against him for documenting cases of enforced disappearances for special procedures. At the time of the finalization of the present report, no response had been received from the Government.

7. Eritrea

35. In its final report to the Human Rights Council in June 2016, the commission of inquiry on human rights in Eritrea highlighted that the protection of witnesses and victims’ continued to be a central concern during the Commission’s mandate and that “almost all victims and witnesses who spoke with the Commission feared reprisals by Eritrean authorities, either against themselves or their family members in Eritrea” (A/HRC/32/47, para. 8).

36. In this context, the Special Rapporteur on the situation of human rights in Eritrea reiterated in her statement to the General Assembly in October 2016 her commitment to address reprisals against those who had cooperated with the Commission or with her mandate and to ensure that appropriate follow-up was conducted by relevant mechanisms. In its resolution 35/35, the Human Rights Council encouraged States in which witnesses reside to protect those who have cooperated with the commission of inquiry and the Special Rapporteur from reprisals. In its statements to the Human Rights Council in June 2016 and June 2017 and in a press release about the Human Rights Council resolution in June 2016, the Government criticized the mandates and work of the above-mentioned mechanisms but did not address the allegations of reprisals.

8. Honduras

37. On 22 September 2015, the email accounts of Asociación para una Ciudadanía Participativa, a non-governmental organization, were reportedly hacked. On 2 March 2017, Hedme Castro, the general coordinator of the association, was briefly held at Tegucigalpa airport where she was preparing to board a flight to Geneva to participate in the thirty-fourth session of the Human Rights Council. Ms. Castro was reportedly questioned about her activities scheduled in Geneva and the human rights-related complaints she intended to make. Ms. Castro was also reportedly subjected to further acts of intimidation, in April and May, when the tyres on her car were slashed and when she was assaulted during a demonstration against a mining company. Special procedures took action in response to these allegations and have been in contact with the Government. The Assistant Secretary-General has also addressed cases with the Government.

38. On 29 June 2017 the Government responded that, according to the Ministry of Internal Security, no requests for specific protection measures had been received from Ms. Castro. The prosecutor's office and the national commissioner both opened an investigation into the questioning and holding of Ms. Castro at the airport, but have not been able to contact her.

9. India

39. Allegations were received about intimidation and reprisals against Khurram Parvez in relation to his cooperation with the Human Rights Council, the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances and the universal periodic review mechanism. These reprisals allegedly took the form of a travel ban and arbitrary arrest and detention. Special procedures took action on these allegations and have been in contact with the Government in that regard (A/HRC/34/75, para. 10, IND 7/2016 and IND 9/2016).

40. On 14 September 2016, Mr. Parvez went to the Indira Gandhi International Airport in New Delhi to travel to Geneva to attend the thirty-third session of the Human Rights Council in which the Working group on Enforced or Involuntary Disappearances was presenting its report. He was also planning to hold an event on the human rights situation in Jammu and Kashmir. Mr. Parvez was reportedly stopped at the airport, held for two hours, and informed that he would not be allowed to travel. On 15 September 2016, the police took him to the Kothi Bhag police station and detained him. On 16 September 2016, two special procedure mandates expressed their concerns about allegations of arbitrary arrest, detention, intimidation and a travel ban issued against Mr. Parvez in alleged reprisal for cooperating with human rights mechanisms, in particular, concerning the documentation and litigation of human rights violations in Jammu and Kashmir and the submission of communications and urgent appeals to the special procedures on behalf of victims of human rights violations as well as the recent submission provided by his organization to the United Nations for the upcoming universal periodic review (A/HRC/34/75, IND 7/2016).

41. In its response dated 29 September 2016, the Government disputed that Mr. Parvez was a human rights defender, and stated that he has been working against the interests of the state of Jammu and Kashmir, has been involved in anti-India activities and has incited youth to violence. The Government further stated that Mr. Parvez had been in touch with secessionist leaders and has incited individuals to violent protests in the aftermath of the July 2016 unrest.

42. In a letter dated 11 October 2016, mandate holders reiterated their continuing preoccupations and expressed concern at the very broad and vague nature of the accusations contained in the Government's reply (A/HRC/34/75, IND 9/2016). They were also concerned at the implication that Mr. Parvez was not a human rights defender or that he would pretend to be one, despite his longstanding and positive engagement with the United Nations human rights mechanisms. At the time of the finalization of the present report, no further response had been received from the Government.

10. Iran (Islamic Republic of)

43. In presenting the report of the Secretary-General on the situation of human rights in the Islamic Republic of Iran (A/HRC/34/40), the Deputy United Nations High Commissioner for Human Rights stressed that reprisals against individuals cooperating or having established contact with United Nations human rights mechanisms had been reported. In the report, it was stressed that allegations of reprisals remained a cause of great concern and referred in particular to a press statement issued by special procedure mandate holders in November 2016 in which they urged the Government to end its harassment of Raheleh Rahemipor. The mandate holders referred in particular to the fact that Ms. Rahemipor was the sister of Hossein Rahemipor, whose case was under review by the Working Group on Enforced and Involuntary Disappearances and to the continued harassment of Ms. Rahemipor, including the incidents during which she was questioned repeatedly in August 2016 by the relevant authorities about the complaint sent to the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances (see A/HRC/34/75, para. 10, IRN 23/2016 and IRN 29/2016; and A/HRC/35/44, para. 12, IRN 3/2017).

44. In June 2016, the Working Group had reviewed the case of the alleged enforced disappearance of Mr. Rahemipor and transmitted it to the Government. It was reported that following the transmission of the case of Mr. Rahemipor to the Government by the Working Group, Ms. Rahemipor was contacted several times by phone at which time she was instructed to turn herself in. She was charged with a range of national security offences, including “propaganda against the regime,” “participation in unlawful assemblies,” and “membership of Rah-e Kargar.” At the time of the finalization of the present report, no response had been received from the Government to any of the three communications.

11. Israel

45. In his report submitted to the Human Rights Council at its thirty-fourth session (A/HRC/34/70), the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Palestinian territories occupied since 1967 highlighted an increasingly virulent environment for human rights defenders working on issues related to the Occupied Palestinian Territory, including those addressing issues in United Nations forums. He reported that following a statement made in October 2016 to the Security Council, the Director-General of B’Tselem, Hagai El-Ad, together with Lara Friedman of Americans for Peace Now, was publicly condemned by high-level Israeli officials. One Member of Parliament called for the revocation of his citizenship. Mr. El-Ad had warned of the expansion of settlements and the deteriorating situation of human rights for Palestinians.

46. The above-mentioned report followed a joint press statement issued on 16 December 2016 by the Special Rapporteur and the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders, in which they expressed their concern for human rights activists working in the Occupied Palestinian Territory who had been subject to “harassment and threats while seeking to promote accountability and engage with the International Criminal Court.”^d Nada Kiswanson, a human rights lawyer in The Hague, where she represents Al-Haq, an organization that documents violations of Palestinians’ rights in the Occupied Palestinian Territory regardless of the identity of the perpetrator, is alleged to have been subjected to death threats and accusations linked to her work before the International Criminal Court (see A/HRC/34/70, para 44).

12. Mauritania

47. On 11 October 2016, seven special procedure mandate holders expressed their concern about grave violations in Mauritania of the judicial process, including allegations of torture, following the arrest, arbitrary detention and sentencing to prison of 13 members

^d OHCHR, “Human rights defenders under growing legal pressure in the OPT,” 16 December 2016.

of Initiative pour la résurgence de la mouvement abolitionniste (IRA). The mandate holders also expressed their concern about the possible link between those acts and the members having cooperated with the Special Rapporteur on extreme poverty and human rights during his visit to the country in May 2016 (A/HRC/34/75, para. 10, MRT 2/2016).

48. The members of IRA were arrested between June and July 2016, and were accused of armed gathering, use of violence towards law enforcement agents, insurrection and membership in a non-recognized organization. Following trials, which violated fair trial and due process guarantees due to a number of irregularities, the activists were sentenced in August 2016 to imprisonment, ranging from three to fifteen years. The communication sent to the Government expressed concern that the Special Rapporteur on extreme poverty and human rights indicated that the authorities had possibly targeted IRA activists as reprisal for their cooperation with the visit of the Special Rapporteur. Another communication sent by mandate holders on 19 October 2016 further addressed the situation of IRA members, recalling that the Special Rapporteur had met IRA members during his visit. In a letter dated 19 October 2016, the Government responded by denying allegations of torture, and stating that the judicial process scrupulously respected international human rights standards. The Government's reply did not address the allegations of reprisals.

13. Mexico

49. On 4 August 2015, the Committee against Torture, in *Ramirez et al. v. Mexico*, found a violation of articles 1, 2 (1), 12-15 and 22 of the Convention against Torture and Other Cruel or Degrading Treatment or Punishment (see CAT/C/55/D/500/2012 and communication No. 500/2012). On 19 May and 19 September 2016, the complainants submitted that they had suffered acts of intimidation and harassment by the authorities as a result of the Committee's decision.

50. The complainants noted that the State party had undertaken a campaign aimed at stigmatizing them as criminals and re-victimising them. According to reports, a few days after the release of the Committee's decision, the Delegate of the Attorney General's Office for the Baja California province declared before the media that torture allegations were a "common strategy used by lawyers defending criminals in order to obtain their release or suspend the proceedings against them". According to information received, several printed media published articles referring to the complainants as "kidnappers released by the United Nations." Television programs stigmatized the NGO that represented the complainants before the Committee, stating that the Committee had enabled an organised criminal network supporting kidnappers.

51. Despite having been acquitted in the criminal case against them, two of the complainants were detained again a few hours after having been released based on an alleged arrest warrant dating from 2009 and without a judicial decision. As at 31 July 2017 they were being held in the punishment cells of a penitentiary centre together with convicted detainees, and have been subjected to ill-treatment. Following the release of the other two complainants, the two complainants who remained in detention have been repeatedly harassed by the police, subjected to random arrests and interrogations and called "kidnappers". Their family members have also been harassed by the police. One of the complainants has had his workplace searched on several occasions and without a warrant.

52. In September 2016, the complainants' submission was transmitted to the State party for observations. The rapporteurs on reprisals and on follow-up requested that the State party adopt all measures necessary to protect the security and integrity of the complainants, their family members and representatives, and inform the Committee accordingly. No response was received from the Government, and the Committee sent a reminder at its 59th session (see CAT/C/59/3).

14. Morocco

53. On 3 August 2016, the Committee against Torture, in *Abdul Rahman Alhaj Ali v. Morocco*, found a that the extradition of Abdul Rahman Alhaj Ali would constitute a

breach of article 3 of the Convention against Torture and Other Cruel or Degrading Treatment or Punishment (see CAT C/58/D/682/2015 and communication No. 682/2015). Mr. Abdul Rahman Alhaj Ali, a Syrian national registered with the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees and seeking asylum in Morocco, was detained in October 2014 in Morocco on an extradition request by Saudi Arabia for “breach of trust” based on previous business relations in Riyadh. The Committee urged the Government to release him or to try him if charges are brought against him in Morocco, as he had been in extradition detention for almost two years, far in excess of the 60-day pretrial period provided for in Morocco. According to information received by the Committee, the prolongation of his detention was reportedly related to the complaint made to the Committee on his behalf on 22 May 2015. On 10 March 2017, in the light of the gravity of the complainant’s allegations, the Committee’s rapporteurs on reprisals and follow-up requested the State party urgently to provide the Committee with the necessary clarifications on the situation of the complainant by 31 March 2017.

54. On 8 March 2017, Mr. Abdul Rahman Alhaj Ali informed the Committee that, while he was on a hunger-strike to protest against his detention for almost three years, he was advised by officials that he was not going to be released from detention in Morocco, and that he should rather accept to be extradited to Saudi Arabia. He therefore signed an extradition agreement under duress, which he subsequently requested to withdraw. On 10 March 2017, the Committee’s rapporteurs on reprisals and follow-up requested the Government to urgently provide the necessary clarifications on the situation of Mr. Abdul Rahman Alhaj Ali. In the absence of a response, the Chairperson of the Committee met with the Government on 11 May 2017. On 22 May 2017, the Government responded that the complainant is being regularly visited, due to the absence of his family in Morocco, by NGOs and the delegation of UNHCR, that his rights as a detainee have been respected, and that he had ended his hunger strike. The Government further informed that the judicial authority has accepted that Mr. Ali had withdrawn his request for extradition allegedly signed under threat. Mr. Abdul Rahman Alhaj Ali still remains in detention.

15. Myanmar

55. Special procedure mandate holders received allegations of intimidation and reprisals against individuals who have engaged with the Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar during her visits to the country. They have been in contact with the Government on the matter (see A/HRC/34/75, para. 10, MMR 2/2016). For example, it is alleged that the arrest and detention of Khine Myo Htun, a political and environmental activist, is linked to his cooperation with the Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar, with whom he met during her visit in June 2016, shortly before he was detained. Mr. Htun, an official of the Arakan Liberation Party, had issued a written statement criticizing the impact of State military action on civilians in Rakhine State in the ongoing conflict in that region.

56. Khine Myo Htun reportedly submitted to the authorities evidence substantiating his allegations. On 5 May 2016 charges were filed against him for defamation and incitement under the Myanmar Penal Code. On 22 June 2016, he met with the Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar during her visit to the country. On 26 August 2016, four mandate holders raised concerns regarding the alleged arbitrary detention and criminal prosecution of Mr. Htun (see A/HRC/34/75, MMR 2/2016), also expressing concern that the arrest and detention of Mr. Htun may carry an element of reprisal for his cooperation with the United Nations on human rights, as these actions took place after he had met with the Special Rapporteur.

57. On 6 October 2016, the Government responded to the allegations of reprisals against Mr. Htun, stating that on 5 May 2016 a case was filed against him for publishing a statement with the intent to mislead the public, defame the Tatmyadaw, or Myanmar Armed Forces, and intimidate the public by using false information. In its reply the Government did not address the allegations relating to reprisals.

58. On 24 January 2017, the Special Rapporteur issued a press release,^e expressing her deep concerns about reported reprisals against some of those with whom she met. She drew attention to her alarm that security forces, after a brief lull in activity, had resumed military counter operations in villages nearby to those she had visited in June 2016, with allegations of arbitrary detention and arrest in relation to these raids. The Special Rapporteur further addressed acts of intimidation and reprisals related to her visit in her end of mission statement of 21 July 2016.^f She renewed her request to all civil society actors, media workers and prisoners with whom she met to report to her any cases of reprisals. She also reiterated that the Government must ensure the safety of all her interlocutors and guarantee that they will not face any reprisals, including threats, harassment, punishment or judicial proceedings. The Assistant Secretary-General for Human Rights addressed the allegations with the Government in June 2017.

59. In its resolution 34/22, the Human Rights Council emphasized that no one should face reprisals, monitoring, surveillance, threats, harassment or intimidation for cooperating or speaking with special procedures, including the Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar, the international independent fact-finding mission or the United Nations, and called upon the Government to take appropriate measures to prevent such acts and to combat impunity by investigating promptly and effectively all allegations of intimidation and reprisal in order to bring perpetrators to justice and to provide victims with appropriate remedies.

16. Oman

60. On 27 June 2016, five special procedure mandate holders expressed concerns about the alleged arbitrary arrest and detention of Said Ali Said Jadad, a human rights defender, journalist and blogger, for his human rights activities and the alleged continued reprisals for his cooperation with the Special Rapporteur on the right to freedom of peaceful assembly and of association during his visit to Oman in September 2014, as well as for his cooperation with international organizations (see A/HRC/34/75, para. 10, OMN 1/2016).

61. On 21 January 2015, Mr. Jadad was arrested in Salalah, reportedly in response to his critical writing. He was convicted on 8 March 2015, for “undermining the prestige of the State,” for “inciting the public to join an illegal gathering” and for “publicizing material that disturbs the public order.” He was released in April 2015, pending appeal, rearrested again on 18 November 2015, and later released. In a letter dated 2 September 2016, the Government of Oman responded to the concerns raised and informed the mandate holders that as a result of their appeal, Mr. Jadad’s case had been re-examined and that he had been released from detention on 26 August 2016.

17. Pakistan

62. On 18 April 2017, the National Commission for Human Rights of Pakistan was due to brief the Committee against Torture during its sixtieth session, following the submission of an alternative report to the Committee. The request made by the Commission Chair for permission to travel to Geneva was denied on the basis that the national human rights institution was “not mandated to interact with the Committee on the present issue.” Representatives of the Commission were eventually able to participate in a private meeting with the Committee via video link on 18 April 2017.

63. The Committee noted in its concluding observations its serious concern that the Chair of the Commission had not received authorization, which was reportedly required in Pakistan for the National Commission for Human Rights to be able to travel to participate in a private meeting with the Committee (CAT/C/PAK/CO/1, para. 20). The Committee

^e OHCHR, “UN human rights expert concerned about reprisals during recent visit to Myanmar,” 24 January 2017.

^f OHCHR, End of mission statement of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar, 21 July 2017.

recommended that “the State party should take immediate measures to ensure that the National Commission for Human Rights is able to carry out its mandate fully and in an effective and independent manner, and in full conformity with the Principles relating to the status of National Institutions for the Promotion and Protection of Human Rights (Paris Principles) (...) including allowing the Commission to meet in person with international human rights mechanisms abroad (ibid. para. 21).

18. Rwanda

64. Special procedure mandate holders took action in response to allegations of intimidation and reprisals against human rights defenders, Epimack Kwokwo and Robert Mugabe for their cooperation with the universal periodic review, the Human Rights Council and special procedures. These allegations also drew attention to the declaration that Mr. Kwokwo was *persona non grata* in Rwanda and his subsequent expulsion from the country, and the kidnapping and intense daily interrogation of Mr. Mugabe (see A/HRC/34/75, para. 10, RWA 1/2016 and A/HRC/35/44, para. 12, RWA 1/2017). The mandate holders have been in contact with the Government on these cases.

65. Between September 2014 and March 2015, Epimack Kwokwo, a human rights defender from the Democratic Republic of the Congo and the Executive Secretary of the League for the Defense of Human Rights in the Great Lakes region, coordinated the work of various civil society organizations reporting on the situation of human rights in Rwanda for a submission to the universal periodic review of the country scheduled for November 2015. According to allegations received, on 12 October 2015 Mr. Kwokwo was stopped and detained by immigration officers for seven hours on the border between Goma, Democratic Republic of the Congo and Rwanda as he was coming back from a mission in the Democratic Republic of the Congo. He was interrogated on his work on human rights and the reports produced by the League. His passport was confiscated by immigration authorities. He was also told that he had contributed to “frame Rwanda in a bad light” given his contribution to the submission to the universal periodic review. Between January and March 2016 he was stopped by immigration services five times and asked about his work and his residence in Rwanda. In May 2016, Mr. Kwokwo was interviewed twice at the immigration office in Kigali. He was informed that he was declared *persona non grata* in Rwanda and would be expelled from the country.

66. On 5 July 2016, mandate holders raised concerns with the Government (see A/HRC/34/75, RWA 1/2016). On 22 September 2016, the Government responded that Mr. Kwokwo had been expelled as a result of his repeated violations of and disregard for the immigration laws of Rwanda, and that the expulsion had nothing to do with his human rights work as alleged.

67. On 18 January 2017, mandate holders raised concerns regarding acts of intimidation and reprisals, including attempted kidnapping and intense daily interrogation, allegedly committed against Robert Mugabe, a journalist and human rights defender, following his cooperation with United Nations human rights mechanisms (see A/HRC/35/44, RWA 1/2017). In November 2015, Mr. Mugabe submitted a report to the universal periodic review on Rwanda. In September 2016, he attended the thirty-third session of the Human Rights Council and held meetings with OHCHR. In October 2016, once back in Rwanda, he was subject to intimidation and harassment by plain-clothed armed men on a number of occasions, including attempted kidnapping. When he filed a complaint for the attempted kidnapping, the police instead opened an investigation against him on charges of treason and spreading rumours with the intent to undermine the Government. On 23 December 2016 the police reportedly started daily intense interrogations of Mr. Mugabe. At the time of the finalization of the report, no response had been received from the Government.

19. Saudi Arabia

68. Special procedure mandate holders took action on the case of Issa Al-Hamid, a human rights defender and member of the Saudi Civil and Political Rights Association,

who was sentenced to 11 years in prison followed by an 11-year travel ban and fine of 100,000 Riyals. He was originally sentenced to nine years by the Specialized Criminal Court for, *inter alia*, having “communicated with international organizations in order to harm the image of the State”, a charge that according to special procedures appear to also constitute an act of reprisal for cooperating with the United Nations, its representatives and mechanisms in the field of human rights. His sentence was increased by two years on 1 December 2016 by the Court of Appeal.

69. On 13 December 2016, several mandate holders raised concerns over allegations of reprisals against Mr. Al-Hamid for cooperating with the United Nations on human rights (see A/HRC/35/44, para. 12, SAU 8/2016). In its reply dated 13 February 2017, the Government did not address the case of Mr. Al-Hamid, as a response concerning his case had been provided already in relation to a previous communication (SAU 4/2016) in which the Government informed that he was sentenced by a lower court to nine years of imprisonment and a ban to travel outside the Kingdom for a similar period. He was being charged for: his involvement in the establishment of an unlicensed association; non-compliance with the court order to dissolve it; stirring up public opinion; explicitly defaming the faith and loyalty of the members of the Council of Senior Scholars; disparaging the judiciary; and committing offences that undermine national security. The Government did not address the allegations relating to reprisals in either of its responses.

20. South Sudan

70. In the special report of the Secretary-General on the review of the mandate of the United Nations Mission in South Sudan (UNMISS) (S/2016/951), the Secretary-General stressed that United Nations human rights officers face limited access to affected areas to corroborate information or interview witnesses and victims for many reasons, including restrictions imposed by government authorities, security considerations for staff members and increasing threats of reprisal against witnesses, victims and sources, which raised the need to ensure their protection.

71. During his visit to South Sudan in February 2017,⁸ the Assistant Secretary-General for Human Rights met with a number of Government authorities, including cabinet ministers and heads of security forces, to whom he stressed the absolute need to avoid reprisals and threats against human rights defenders who have cooperated with the United Nations. He addressed specific cases of individuals cooperating with UNMISS and with United Nations entities abroad, including those cases in which individuals were forced to leave South Sudan due to intimidation and threats. In this connection, he drew attention to a specific incident in September 2016 in which human rights defenders were threatened following their meeting with members of the Security Council during their visit to South Sudan. He further addressed the situation of reprisals to the Government in writing in July 2017.

21. Sri Lanka

72. The United Nations High Commissioner for Human Rights, in his address to the Human Rights Council on 22 March 2017, stressed that he was disturbed to hear reports of intimidation of members of Sri Lankan civil society in the Palais des Nations in Geneva. He referred the case to the Assistant Secretary-General. He also stated that he trusted that the President of the Council will give these cases close attention. In his report to the Human Rights Council (A/HRC/34/20), the High Commissioner stressed that reports of harassment or surveillance of human rights defenders and victims of violations had continued in Sri Lanka, albeit to a lesser degree. In its response at the Human Rights Council on 22 March 2017, Sri Lanka stated that it remained firm in its resolve to enhance the fundamental rights of all citizens as equals in a free and democratic country, where fear and intimidation have no place.

⁸ OHCHR, “South Sudan: Senior UN human rights official condemns deplorable rights situation, calls for perpetrators to be held to account,” 17 February 2017.

73. Special procedure mandate holders have also addressed the allegations of reprisals and intimidation against S. Ganeshnantham and other members of the civil society organization Pupil Salvation Forum relating to their participation in the thirty-fourth session of the Human Rights Council in Geneva (see A/HRC/36/25, LKA 1/2017).

74. On 7 and 9 March 2017, Mr. Ganeshnantham addressed the Human Rights Council and referred to the current human rights situation in Sri Lanka. On 11 March 2017, officers from the Criminal Investigation Department attached to the Kalmunai Police station, in Sri Lanka, arrived at Mr. Ganeshnantham's house in Kalmunai, and threatened his relatives. The experts expressed serious concerns at the alleged threats and intimidation which appear to be linked to Mr. Ganeshnantham's participation in the thirty-fourth session of the Human Rights Council. At the time of the finalization of the present report, no response had been received from the Government.

22. Sudan

75. On 28 July 2016, the Independent Expert on the situation of human rights in the Sudan expressed his concerns regarding the interception of four representatives of Sudanese civil society at Khartoum International Airport on their way to Geneva, where they were to participate in pre-session meetings of the universal periodic review on the Sudan (see A/HRC/33/65, para. 28). Sawsan Hassan Elshowaya, Dr. Muawia Shaddad, Faisal Mohamed Salih and Siddig Yousif were stopped and informed of travel bans in place against them. Their passports were confiscated and they were told to report to the Information and Inquiry Section at National Intelligence and Security Service headquarters for further information.

76. On 9 January 2017, special procedure mandate holders expressed concerns with the Government with regard to allegations of reprisals against six human rights defenders, staff members and affiliates of the Centre for Training and Human Development reportedly in part because of their cooperation with the Human Rights Council (see A/HRC/35/44, para. 12, SDN 1/2017).

77. On 22 May 2016, these individuals were arrested by National Intelligence and Security Service agents, with three of them subsequently released on bail. On 15 August 2016, criminal case no. 110/2016 was filed against all of them, who were reportedly charged by the Prosecution Office under the 1991 Penal Code, pertaining to articles 21 (joint acts in execution of criminal conspiracy), 50 (undermining the constitutional system), 51 (waging war against the State), 53 (espionage against the country), and 65 (criminal and terrorist organizations). These charges, if confirmed, could lead to the application of the death penalty. The criminal charges brought against these six human rights defenders, and the ongoing arbitrary detention of three of them, are reportedly in part related to their cooperation with the Human Rights Council. At the time of the finalization of the report, no response had been received from the Government.

23. Tajikistan

78. On 2 June 2016, the Supreme Court of Tajikistan sentenced leaders of the banned Islamic Revival Party of Tajikistan (IRPT) to life imprisonment and eleven other members to jail terms ranging from two to 28 years. The IRPT members were reportedly sentenced based on accusations of participation in a criminal group, incitement of national, racial or religious hatred, murder, terrorism, appeals to violent change of the constitutional order, illegal possession or transfer of weapons, and armed rebellion, but the trial was closed and allegedly did not adhere to international human rights standards. On the same day, and in direct response to the conviction, relatives of the convicted IRPT members intended to seek assistance from the United Nations Office in Tajikistan but were intercepted by law enforcement officials who detained all of the individuals who were attempting to reach the United Nations premises.

79. On 7 June 2016, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression stated in a press release endorsed by multiple

mandate holders that he deplored the harsh sentencing of Tajikistan political opposition leaders. He further noted that he had received disturbing reports that relatives of IRPT members were prevented by the police from reaching the United Nations office after the verdict was announced, and had been taken to a district court where they were threatened to be arrested and fined for not obeying the police. The Special Rapporteur found the situation to be totally unacceptable, and that it furthered the climate of fear in the country.”^h

24. Thailand

80. In June 2016, grant recipients of the United Nations Voluntary Fund for Victims of Torture, human rights defenders Porpen Khongkachonkiet and Somchai Homla-or of Cross-Cultural Foundation and Anchana Heemmina of Duay Jai Group, were the object of a legal complaint filed by the Royal Thai Army operating in the Southern Border Provinces. The above-mentioned persons had published a report in February 2016 entitled “Fifty-four cases of torture and ill-treatment in the Deep South documented in 2014-2015” funded in part by the United Nations Voluntary Fund. They were consequently accused of publishing false information on torture and ill-treatment committed by military officials. The spokesperson of the Royal Thai Army in the region issued a public statement on 11 February 2016 accusing the organization of bias and of using outdated information to seek funding.

81. On 4 August 2016, some mandate holders expressed concern over criminal defamation charges filed against these human rights defenders in relation to their human rights work on documenting cases of torture and ill-treatment in Thailand (see A/HRC/34/75, para. 11, THA 6/2016). On 5 August 2016, the Government replied that the allegations of torture documented in the report were unfounded. It further stated that the complaint against the three human rights defenders is still under investigation by the police, before it is sent to the prosecutor’s office to decide whether to file the case for further court proceedings.

25. Turkey

82. On 23 January 2017, special procedure mandate holders raised concerns with the Government at allegations of reprisals against Osman Isci, an academic researcher and human rights defender, who was suspended from his research position at Agri Ibrahim Cecen University by emergency decree, for his cooperation with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression during his official visit to Turkey in November 2016 (see A/HRC/35/44, para. 12, TUR 1/2017). In January 2016, Osman Isci, together with more than 180 other academic and university researchers signed the “Peace Petition”, which was published by Academics for Peace. Many of these academics have since been dismissed, suspended or forced to resign, and all of them continue to be subjected to administrative and judicial investigations (see A/HRC/33/32, para. 10, TUR 3/2016).

83. On 15 December 2016, approximately one month after he participated in a meeting with the Special Rapporteur, Mr. Isci received a document notifying him that, according to Emergency Decree nos. 667, 668 and 675, and Articles 137 and 138 of the Law on Public Officers, he had been placed under administrative investigation and suspended until its completion. In its reply of 11 April 2017, the Government responded that a disciplinary investigation was initiated against Mr. Isci on suspicion that he might be linked to the Kurdistan Worker’s Party (PKK), a suspected terrorist organization. The Government further submitted that under Decree Law 667, public officials who are deemed to be members or have links to terrorist organizations be dismissed from public service. The Government stated that the investigation against Mr. Isci is ongoing, and it has no relevance to his meeting with the Special Rapporteur, nor to his assumed work as a human rights defender.

^h OHCHR, “UN expert deplores harsh sentencing of Tajikistan opposition leaders and warns of radicalization,” 7 June 2016.

26. Turkmenistan

84. In its views adopted on 15 July 2016, the Human Rights Committee raised allegations of intimidation and reprisals concerning Navruz Tahirovich Nasyrlyayev who claimed in a submission of 3 September 2012 that the State party had violated his rights under articles 7, 14(7) and 18(1) of the International Covenant on Civil and Political Rights through his repeated prosecution, conviction and imprisonment as a conscientious objector (see CCPR/C/117/D/2219/2012). The Committee noted with concern that, subsequent to Mr. Nasyrlyayev's submission of a communication to the Committee, according to information provided by Mr. Nasyrlyayev himself, on 24 January 2013 his family home was raided by police officers and that family members and guests had been subjected to mistreatment.

85. The Committee also noted that the State party had not provided any information to the contrary following the call by the Rapporteur on new communications and interim measures, dated 8 February 2013, to abstain from acts of pressure, intimidation or reprisal against Mr. Nasyrlyayev and his relatives. The Committee also recalled that any act of pressure, intimidation or reprisal against a person who has submitted a communication or his or her relatives constitutes a breach of the State party's obligations under the Optional Protocol to cooperate with the Committee in good faith in the implementation of the provisions of the Covenant.

27. United Arab Emirates

86. On 27 March 2017, six special procedure mandate holders expressed their concerns with the Government at allegations of arrest, secret detention and risk of enforced disappearance of Ahmed Mansoor, a prominent human rights defender and blogger, as an act of intimidation and reprisal for his collaboration with the Human Rights Council, the special procedures, the universal periodic review mechanism and treaty bodies (see A/HRC/36/25, para. 13, ARE 1/2017). On 20 March 2017, security agents searched the home of Mr. Mansoor, confiscated laptops and other equipment; they arrested Mr. Mansoor, and took him to an unknown location. The reasons behind his arrest, the alleged charges against him, and his place of detention remained unknown at that time. On 28 March 2017, three mandate holders issued a press release, stating their fear that his arrest and secret detention may constitute an act of reprisal for his engagement with United Nations human rights mechanisms.ⁱ

87. On 25 April 2017, the Government responded that the Office of the Public Prosecutor concerning cybercrime arrested Mr. Mansoor on 20 March 2017 on the charge of circulating false and misleading information on the Internet with a view to spreading hatred and sectarianism. He was informed of the charges and placed in pretrial detention in Abu Dhabi Central Prison. He was allowed to appoint a lawyer and his family was allowed to visit him, in accordance with the procedures applicable to detention facilities. The Government concluded that allegations concerning arbitrary detention, lack of information concerning the place of detention and lack of specifying charges against him are false. The Government's response did not address the allegations concerning intimidation and reprisals. Mr. Mansoor reportedly remains in solitary confinement, while the place of detention remains unverified.

28. Uzbekistan

88. On 1 March 2017, Elena Urlaeva, head of the Human Rights Defenders Alliance of Uzbekistan, was allegedly arrested in Tashkent and taken to a police station, reportedly the day before her planned meeting with representatives of the International Labour Organization and the World Bank. At the police station, Ms. Urlaeva was insulted and

ⁱ OHCHR, "UN Rights Experts Urge UAE: Immediately release human rights defender Ahmed Mansoor," 28 March 2017.

mocked by police officers who told her that she needed psychiatric treatment, and was then forcibly transferred to a psychiatric facility in Tashkent. On 24 March, Ms. Urlaeva was released after 24 days of psychiatric detention.

89. On 5 April 2017, four mandate holders expressed their concerns regarding these incidents, which appear to be related to her cooperation with international organizations (see A/HRC/36/25, para. 13, UZB 1/2017). On 28 April 2017, the Government responded that, according to a 2006 ruling of the Miabad Interregional Civil Court in Tashkent, Ms. Urlaeva suffers from mental illness and is legally incompetent. The Government did not address the allegations of intimidation and reprisals in its response.

29. Venezuela (Bolivarian Republic of)

90. In the previous report of the Secretary-General, reference was made to the concerns expressed by independent experts with regard to the pattern of discrediting and intimidating human rights defenders in reprisal for their cooperation with the United Nations and regional bodies on human rights (A/HRC/33/19, paras.32-37). Similar allegations were received in the past. In a press briefing held on 19 May 2017, the spokesperson of the United Nations High Commissioner for Human Rights referred to the case of Henrique Capriles, who was scheduled to meet the High Commissioner in New York on the same day but was prevented from leaving the Bolivarian Republic of Venezuela to do so. The High Commissioner expressed his hope that the incident was not a reprisal linked to the planned meeting with him in New York. The Assistant Secretary-General for Human Rights addressed cases of reprisals with the Government in April 2017.

30. Multiple

91. On 21 October 2016, the Board of Trustees of the United Nations Voluntary Fund for Victims of Torture addressed a letter to the United Nations High Commissioner for Human Rights with regard to concerns about the increasing number of instances in which State authorities resort to freezing the banking assets of human rights organizations working for victims of torture, in order to impede external funding, including from the Voluntary Fund. On 1 November 2016, the High Commissioner in his response expressed concern about the feedback provided on situations of reprisals against a number of the Fund's grantees, and stated that he would share these observations with the Assistant Secretary-General.

Annex II

Information on alleged cases included in the previous report

1. Honduras

1. The Special Rapporteur on the rights of indigenous peoples, in her report following her mission to Honduras in November 2015, referred to the plight of indigenous leaders working on land issues, including the case of Berta Cáceres (see A/HRC/33/42/Add.2, paras. 21 and 22). She stressed that the murder of indigenous leaders who defend their lands, including a large number of leaders of the Tolupán, Garífuna, Lenca, Chortí and Pech peoples, give rise to the most complaints to the Office of the Special Prosecutor for Ethnic Groups and Cultural Heritage, in addition to cases of assault, attempted homicide and violence against indigenous women.

2. The murder of Ms. Cáceres, an influential member of the Lenca community who headed protests against hydroelectric projects in the Lenca region, drew the attention of the world to this problem. She further stated that “it is a matter of enormous concern that many of the indigenous leaders that have been killed, such as Ms. Cáceres, had been granted protective measures by the Inter-American Commission on Human Rights, with a view to protecting their lives and ensuring their personal safety. The murders have occurred despite a law on the protection of human rights defenders adopted in April 2015, which establishes mechanisms to provide an institutional response to requests for protection for human rights defenders, including early warning measures at times of particular danger. Moreover, given the strong presence of the army and the military police in the country, evidence received about collusion by the police and the armed forces with private or business interests, including organized crime groups in indigenous territories, is worrying. All this exacerbates the violence and impunity suffered by the indigenous peoples (ibid., para 21).”

3. During the thirty-third session of the Human Rights Council in September 2016, the mandate holder referred again to the plight of indigenous leaders defending their land rights and the implications of Ms. Cáceres’s death on the situation of indigenous rights defenders in the country, who are facing deaths, threats and violence in relation to their work. The Special Rapporteur on the situation of human rights defenders also referred to the death of Ms. Cáceres in a press release on 6 October 2016^a and in his statement to the 34th session of the Human Rights Council.

2. Iraq

4. The cases of Imad Amara and Faisal Al-Tamimi were included in the report on cooperation with the United Nations, its representatives and mechanisms in the field of human rights (see A/HRC/33/19, para. 24). The Special Rapporteur on the situation of human rights defenders also expressed concern about the allegations of arrest and ill-treatment of both cases in his observations on communications report (see A/HRC/34/52/Add.1, para. 676) in retaliation for their legitimate human rights work at the Al Wissam Humanitarian Assembly, especially since these acts might be in reprisal for their cooperation with the United Nations, its representatives and mechanisms in the field of human rights.

3. Japan

5. In the report on cooperation with the United Nations, its representatives and mechanisms in the field of human rights (A/HRC/33/19, para. 25), reference was made to

^a OHCHR, “Honduras: Experto de la ONU advierte sobre el riesgo de impunidad en el caso de Berta Cáceres”, 6 October 2016.

allegations of reprisals against Kazuko Ito. The Special Rapporteur on the situation of human rights defenders, in his report on observations on communications, referred to the substantive response of the Government of Japan to the communication dated 30 May 2016 regarding allegations of surveillance of Ms. Ito, who had facilitated and organised meetings of the Special Rapporteur on freedom of opinion and expression with representatives of civil society during his official country visit to Japan in April 2016 (see A/HRC/34/52/Add.1, paras. 399 and 400). These allegations stemmed from a magazine that reported information received through a leaked memo, allegedly produced by Japanese intelligence agency members, ordering the surveillance of Ms. Ito's movements ahead of the Special Rapporteur's visit to Japan. According to the Government's response, following Ms. Ito's inquiry and the communication sent from special procedures, the allegations were investigated and both the Public Security Intelligence Agency (PSIA) and the National Police Agency confirmed that they "had neither received such instructions nor conducted such research activities as were reported by the media."

4. Morocco

6. In the report on cooperation with the United Nations, its representatives and mechanisms in the field of human rights of 16 August 2016, concerns were raised about Ms. El Ghalia Djimi, who was subjected to reprisals for seeking to engage with the Human Rights Council (see A/HRC/33/19, para 26). The Special Rapporteur on the situation of human rights defenders, in his report on observations on communications, reiterated concerns that Ms. El Ghalia Djimi did not receive authorization to leave the country to travel to the thirty-first session of the Human Rights Council in Geneva (A/HRC/34/52/Add.1, para. 722). The mandate holder further expressed concern that the case of Ms. El Ghalia Djimi is not isolated, but is rather representative of a larger trend of reprisals, harassment and intimidation of human rights defenders. Information has since been received that Ms. El Ghalia Djimi was able to attend the thirty-second session of the Human Rights Council.

5. Uganda

7. The report on cooperation with the United Nations, its representatives and mechanisms in the field of human rights of 16 August 2016 (see A/HRC/33/19) referred to the case of Douglas Bulongo, the Executive Director of the United Association for Peace and Development, who was subjected to reprisals in connection with his role in the submission of a report by the Lutheran World Federation to the universal periodic review on Uganda in November 2016. Mr. Bulongo was allegedly attacked on multiple occasions, including an instance on 1 March 2016 when a group of armed men broke into his home and led all his family members into one room. The armed men remained in Mr. Bulongo's home until he handed over all the workshop documents on the review process of Uganda (A/HRC/33/19, para. 31). On 20 March 2016 Mr. Bulongo was arrested and detained by police officers. He has reportedly since been granted bail by the court, yet still remains in hiding as he has allegedly been receiving threats by unknown persons.
